



Jacques Villeneuve, au volant de sa Dodge numéro 22, a réussi le meilleur temps des qualifications, hier, sur la piste qui porte le nom de son père. Son coéquipier de l'équipe Penske, Alex Tagliani, a terminé deuxième.

PHOTO REUTERS

NASCAR 2011 > QUALIFICATIONS

EN TROMBE!

Jacques Villeneuve et Alex Tagliani volent le spectacle

SPORTS



JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE

Notre journaliste a travaillé huit jours dans un hôtel. Quotidien d'un métier ingrat. Et peu payant.

ANABELLE NICOUD PAGES A2 ET A3



ILLUSTRATIONS FRANCIS LÉVEILLÉ, LA PRESSE

L'AMÉRIQUE ITALIENNE

Virée dans les quartiers italiens de Boston, New York et San Francisco.

VACANCES VOYAGE



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE



La comédienne Sophie Cadieux

PRÊTS POUR LA RENTRÉE

Théâtre. Radio. Livres.

ARTS ET SPECTACLES

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

TOURISME MONTRÉAL TIENT LA ROUTE

Contre toute attente, la ville connaît une excellente année.

LA PRESSE AFFAIRES



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

DES BALCONS EN FLEURS

Des lecteurs vous invitent dans leur jardin.

MON TOIT

LE MONDE VU PAR NOS CHRONIQUEURS

YVES BOISVERT PAGE A5

STÉPHANE LAPORTE PAGE A10

PATRICK LAGACÉ PAGE A7

VINCENT MARISSAL PAGE A15

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



LERENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
une exclusivité cyberpresse.ca

MON TOIT
PAGE 15



SAM 621924 45678 2

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Les passagers du vol Paris-Montréal aimeraient remercier Serge Losique de ne pas avoir invité Gérard Depardieu au Festival des films du monde (FFM).

 Venez voir mon blogue ! cyberpresse.ca/laporte



DES BAS PRIX ET BIEN PLUS

de départs, de destinations et de services

BÂLE VIENNE, PARIS NANTES, LYON Vol aller-retour à partir de	MARSEILLE BORDEAUX TOULOUSE, ROME Vol aller-retour à partir de	MADRID, NICE BARCELONE, LONDRES LISBONNE, PORTO, DUBLIN Vol aller-retour à partir de	ATHÈNES VENISE, MALAGA Vol aller-retour à partir de	ISTANBUL Vol aller-retour à partir de
699\$	799\$	899\$	999\$	1099\$
Taxes et frais inclus*	Taxes et frais inclus*	Taxes et frais inclus*	Taxes et frais inclus*	Taxes et frais inclus*

OptionPlus | La classe Économie plus invitante que jamais !

Enregistrement en ligne | Gagnez du temps - imprimez votre carte d'embarquement !

Visitez airtransat.ca ou communiquez avec votre agent de voyages.



Réservez avant le 30 septembre et épargnez **50\$** additionnels**
Aussi applicable sur les croisières.

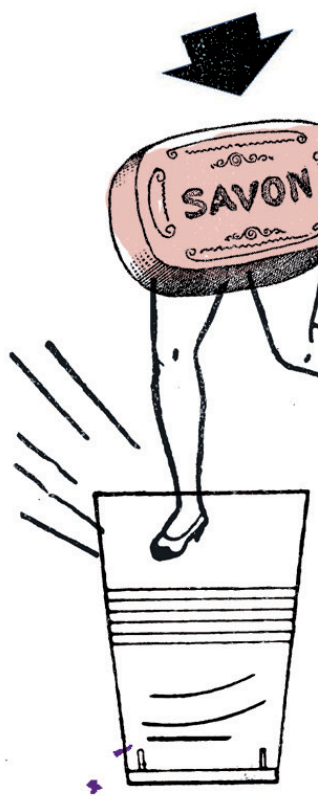
Visitez la page Facebook d'Air Transat!



DÉPARTS DE MONTRÉAL. Prix par personne en classe Économie, valables à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse et sont valables pour des départs spécifiques en septembre ou octobre 2011. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ, ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont valables pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. *DPSTA, frais aéroportuaires, assurances, surcharge de carburant, TPS et TVQ. **Offre valide pour les nouvelles réservations effectuées d'ici le 30 septembre 2011, pour des départs entre le 1^{er} et le 31 octobre 2011. Obtenez un rabais additionnel de 50\$ par couple à l'achat de deux billets d'avion aller-retour vers l'Europe, combinés à 3 nuits d'hôtel ou 3 jours de location de voiture. S'applique également sur les forfaits et croisières de 7 nuits et plus vers l'une des destinations européennes de Vacances Transat. Non applicable sur les circuits en Europe. Peut être retirée en tout temps sans préavis.

TRAVAILLEUSES DE L'OMBRE

JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE



L'affaire DSK a attiré l'attention sur un métier à la fois connu, et méconnu : femme de chambre. *La Presse* s'est intéressée à ces femmes de l'ombre, petites mains des hôtels, souvent immigrées. Qu'est-ce qu'être une femme de chambre dans un hôtel ? Notre journaliste a passé huit jours à astiquer les salles de bains d'un hôtel du Vieux-Montréal à leurs côtés. Récit.



ANABELLE NICOUD

«Ton superviseur te dit qu'un client a trouvé un de tes cheveux dans son bain. Que fais-tu?»
— Je présente mes excuses et propose de réparer mon erreur sur-le-champ.»
Un sourire illumine le visage de notre interlocutrice. De toute évidence, elle n'attendait rien de moins d'une future femme de chambre.
«Félicitations, vous êtes embauchée. Vous commencez demain.»
En fait, il a fallu une bonne semaine passée à guetter les moindres vibrations du téléphone avant que n'arrive l'appel tant attendu d'un hôtel du Vieux-Montréal.
Tout en vitres, l'hôtel, ouvert depuis quelques années seulement, a plusieurs atouts côté nettoyage. Ainsi, ses moquettes sont trop récentes pour avoir été tâchées par des années d'allées et venues de voyageurs, vante la chargée de recrutement de l'agence de placement qui fournit sa main-d'œuvre à l'hôtel. Et ses larges fenêtres ne manqueront pas d'égayer le quotidien qui s'offre à nous. Du moins, c'est ce que l'on croit.
Peine perdue: les employés sont priés de s'engouffrer dans le sous-sol par une entrée de service, donnant sur une ruelle. Le rythme de travail ne laisse guère le temps de voir le soleil ou la lumière du jour. Quant aux rares pauses, trop courtes pour sortir, elles se prennent au sous-sol, dans un local austère, ironiquement baptisé «club des ambassadeurs».

café. Anna veille méticuleusement au bon ordre de son chariot. Chaque matin, elle empile avec soin débarbouillettes, draps et tapis de bain sur son compagnon et assistant de la journée. Un rituel bien rodé qui a son importance. Une fois les chambres commencées, c'est la course. Pendant la fin de semaine, il n'est pas rare d'avoir une liste de 13 chambres à faire. Le maximum est normalement fixé à 11, mais, moyennant un supplément de quelques dollars sur leur fiche de paie, les filles n'hésitent pas à prendre des chambres en plus. Une succession presque sans fin de lits à changer, poubelles à vider. Au pas de course. Pas le temps de se promener dans les étages à la recherche d'une taie d'oreiller ou d'un verre propre.

Au fil de couloirs sans fenêtre, les chambres se suivent et se ressemblent, tout comme le rituel qui s'impose dans chacune d'entre elles. D'abord, vider les poubelles. Ensuite, jeter un œil sous les canapés à la recherche d'un préservatif usagé. S'attaquer ensuite au lit: ôter tous les draps, en mettre de nouveaux. Nettoyer, frotter, astiquer la salle de bains dans ses moindres recoins, ainsi que la cuisinette: tout doit briller comme au premier jour. Passer l'aspirateur, la vadrouille. Souffler, et recommencer à côté.
«Tant que tu n'oublies pas les poubelles et que tu ne laisses pas de poils, ça va», assure Anna. Ses trois années

déplacés, nourriture abandonnée: certains clients oublient le savoir-vivre minimal. Les bonnes surprises – un lit pas utilisé – et les mauvaises surprises – une chambre retournée – sont fréquentes. Beaucoup plus que les pourboires, peu prisés par la clientèle de cet hôtel. Le service des femmes de chambre a plus de chance d'être gratifié par une offrande alimentaire que par un billet.
«Et encore! Certains ne laissent que des sous noirs», s'esclaffe Alexandra, une jeune femme originaire d'Haïti. Au cours de ma première journée à l'hôtel, un billet vert de 1\$ attendait, bien en vue, sur un comptoir. Pour Anna, qui assurait ma formation, c'est un signe de chance. «Garde-le, c'est beaucoup de chance pour toi!», trépigne-t-elle. Je la convaincs de le garder: même un billet de 1\$ a son importance. Au fil des jours, on a pu ainsi trouver 25 cents, ou encore une pile de sous noirs.
Une fois seulement, 9\$ nous attendaient. Incrédules, on a hésité à les prendre. Le jour suivant, le couple qui occupait la chambre a laissé une note avec les pièces, rédigée en anglais.

Jeudi, deux fois par mois, l'effervescence envahit les vestiaires des préposées à l'entretien: c'est le jour de paie. En ce début d'été, les filles ont été augmentées. «Quoi? C'est tout?». Chantal, une Haïtienne tout en rondeur, est prise de fou rire. «Mais je pensais avoir au moins 1000\$!», dit-elle, suscitant l'hilarité générale.

Le service des femmes de chambre a plus de chance d'être gratifié par une offrande alimentaire que par un billet.

d'expérience à l'hôtel lui ont appris à dénicher les tâches les plus traîtres, comme celles du rouge à lèvres sur les téléphones de la salle de bains, qui peuvent valoir des réprimandes. «Surtout avec les femmes, il faut se méfier. Elles touchent à tout, et ce sont les premières à se plaindre», affirme-t-elle.
Chaque porte s'ouvre toutefois sur un univers et une tâche à part. La semaine, des hommes d'affaires. Le week-end, des couples, des familles, ou pire encore: des groupes de jeunes. F1, 24 juin ou 1^{er} juillet sont des événements plutôt cruels pour les femmes de chambre. Jacuzzis encrassés, meubles

L'augmentation n'est en fait que de quelques cents, pour un taux horaire qui se situe autour de 12\$. La paie bimensuelle reste en deçà de 1000\$, pour 40 heures de travail hebdomadaire accomplies à la minute près, nous explique-t-on.
«En plus, on paie pour le syndicat et pour l'agence [de placement].» Yeux de biche, cheveux coiffés en choucroute, Alexandra, 24 ans, trouve sa paie plutôt légère. «Surtout que le syndicat, il n'est jamais là quand on en a besoin». La jeune femme revient à peine d'un «congé CSST» de six mois: un mouvement répétitif lui a coincé un nerf. Elle

croit que son nom a dégringolé dans la liste d'ancienneté depuis son retour. Elle a perdu son étage, son chariot, et plus inquiétant encore, son horaire de travail. En ce début de période estivale, son représentant syndical est en vacances. En attendant son retour, la jeune femme ronge son frein.
Daniella, 28 ans, est en rogne elle aussi. Elle vient de passer neuf mois en congé de maternité. À son retour, elle estime elle aussi s'être retrouvée «en bas de la liste». «Ils me disent que c'est normal, parce que je n'ai pas travaillé. Mais maintenant, toutes les nouvelles me sont passées devant et je n'ai même plus d'étage», déplore-t-elle. Être appelée à la dernière minute pour travailler, c'est pas facile, souffle-t-elle.
Les cheveux roux d'Ivana encadrent son visage fin. Elle a 55 ans et vient d'Ukraine. Elle ne comprend pas ce qu'une Française fait là. «Pourquoi? Tu es jeune, tu parles français, ne reste pas là!», dit-elle, dans un français courant, mais teinté de sonorités russes. L'accent français ouvre des portes, selon elle. Au moins celle des grands magasins de la rue Sainte-Catherine. Tout plutôt que ce travail. «C'est de la merde.»
En pliant des piles de linge, elle soupire. «J'ai quitté Kiev parce que tu ne gagnes rien là-bas! Mais ici, c'est pas facile non plus.» Son expatriation n'a toutefois pas été vaine. Sa fille de 27 ans, arrivée au Québec à l'adolescence, s'est parfaitement intégrée à sa société d'accueil. Sa maîtrise à peine bouclée, elle a décroché un poste dans une banque. «Tu vois. Toi aussi, tu devrais faire des études. Ici, c'est pas comme en Europe, les études, ça sert.»
Anna, elle, parle français et anglais, avec un accent hispanique. Colombienne, elle est arrivée au Québec il y a moins de 10 ans avec son mari et ses jeunes enfants. Préposé à l'entretien est le seul emploi qu'elle a trouvé: elle était psychologue pour enfants dans la fonction publique à Bogota. «J'aurais pu recommencer mes études, mais de toute façon, mon anglais et mon français ne sont pas assez bons. Alors tant pis!»
Anna a connu l'aisance de la classe moyenne supérieure dans son pays. «J'avais même une femme de ménage», note-t-elle, sans ironie. Mais elle accepte son déclassement social. Pour ses enfants, qui parlent déjà espagnol, français... et anglais. C'est sa fierté. «Je leur paie des cours privés d'anglais. Comme ça, ils pourront vraiment avoir le choix, plus tard.

TRAVAILLEUSES DE L'OMBRE



ILLUSTRATION FRANCIS LEVEILLÉ, LA PRESSE

Un métier exigeant... et rarement payant

ANABELLE NICOU

Profession féminine, physiquement exigeante et rarement payante: les « préposées à l'entretien » (ou femmes de chambre) n'ont pas toujours la vie facile. Dans l'industrie du tourisme, les préposées à l'entretien ménager sont, dans plus de 80 % des cas, des femmes, selon la dernière enquête sur la rémunération des employés réguliers de l'industrie touristique publiée par le Conseil québécois des ressources humaines en tourisme.

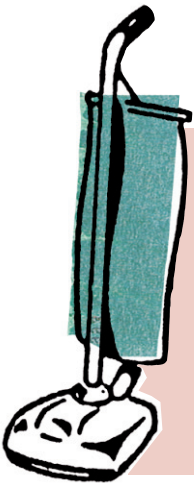
Elles sont chargées de s'assurer de la propreté des chambres et des aires communes, ainsi que de répondre aux demandes des clients. Dans la moitié des cas, leurs employeurs n'exigent pas un diplôme secondaire, et l'expérience dans un domaine similaire n'est pas toujours nécessaire. En revanche, selon cette enquête, le dynamisme, la fiabilité mais aussi la forme physique sont requis.

Et pour cause: soulever des matelas et astiquer des salles de bains à répétition peut causer de nombreuses blessures. Entorse lombaire, entorse cervicale ou encore tendinite des épaules sont des maux fréquents, selon Annie Gagnon, représentante en lésions

professionnelles de l'Union des employées de service, section locale 800. « Surtout dans les hôtels de luxe, les matelas et les couettes sont lourds, et en plus, il faut tout changer », explique M^{me} Gagnon.

Faire reconnaître ces blessures comme des blessures professionnelles n'est pas toujours évident, selon elle. Les préjugés sont tenaces: chacun peut estimer que le métier n'est pas si difficile puisqu'il ne s'agit « que » de ménage. « Ce qui est difficile, c'est de faire des mouvements variés, répétitifs. Ce n'est pas travailler dans la construction, mais c'est dur », dit-elle. Facteur aggravant: la charge quotidienne de travail des employées qui est de plus en plus grande. Il faut faire plus de chambres, en toujours moins de temps. « Plus on va vite, plus il y a des risques. »

Pourtant, le groupe d'âge des 26-45 ans est le plus représenté dans la profession (40 % en 2003). On note aussi une forte présence de femmes immigrées parmi les préposées à l'entretien. Malgré la flexibilité inhérente à ce travail, le salaire horaire (supérieur au salaire minimum) pour le travail syndiqué exerce une forte attraction. « Pour elles, ce sont des emplois de rêve », dit M^{me} Gagnon.



NOTE SUR LE REPORTAGE

Notre journaliste a été embauchée au courant du mois de juin par une société de placement de personnel qui fournit des services de nettoyage notamment dans les hôtels de Montréal. L'hôtel l'a contactée quelques jours plus tard et elle est entrée sur la liste comme préposée à l'entretien. Elle a répondu aux appels pendant deux semaines et a travaillé durant huit jours. Les noms des femmes de chambre ont été changés.

SOMMAIRE	
Amusez-vous!	VACANCES VOYAGE 16
Astrologie du jour	ARTS 16
Décès	PETITES ANNONCES 10 et 11
Emplois	AFFAIRES 9 à 12
Forum	A 24 et 25
Grille blanche	PETITES ANNONCES 9
Jardiner	MON TOIT 16
Loteries	A 21
Monde	A 22 et 23
Petites annonces	PETITES ANNONCES ET AFFAIRES 4
Restaurants	MON TOIT 15
Sudoku	AFFAIRES 4
Trait d'union	ARTS 16
Vin	MON TOIT 14

Météo
Généralement ensoleillé en matinée, possibilité d'orages en après-midi, maximum 29, minimum 20. PETITES ANNONCES 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

DÉCOUVRIR un nouveau sens



DES OFFRES QUI ONT DU COFFRE

ALTIMA 2.5 S 2012

À LA LOCATION

299\$ /mois**

1999\$ en comptant initial

À LA LOCATION

1,9% /60 mois



CONSUMMATION/100 KM¹

EN VILLE 8,8 L SUR ROUTE 6,2 L

Moteur à DACT de 2,5 l et 175 ch • Climatisation avec microfiltre • Clé intelligente de Nissan avec démarrage par bouton-poussoir



Berline Altima 3.5 SR 2011 illustrée

SENTRA 2.0 2012

À LA LOCATION

189\$ /mois**

999\$ en comptant initial

À LA LOCATION

1,9% /60 mois



CONSUMMATION/100 KM¹

EN VILLE 8,5 L SUR ROUTE 6,5 L

Moteur à DACT de 2,0 l et 140 ch • 6 coussins gonflables de série • Sonorisation avec radio AM/FM, lecteur de CD et prise d'entrée audio auxiliaire



Sentra 2.0 SL 2011 illustrée

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À **84 MOIS**⁺
SUR UN GRAND CHOIX DE MODÈLES 2011

ROGUE S 2011 REDESSINÉ

PRIX À L'ACHAT à partir de

25 413\$^{*}

FINANCEMENT À L'ACHAT

140\$ aux 2 sem. /84 mois⁺
0\$ en comptant initial



CONSUMMATION/100 KM¹

EN VILLE 9,0 L SUR ROUTE 7,0 L

Moteur à DACT de 2,5 l et 170 ch • Contrôle dynamique du véhicule (CDV) et système de traction asservie • Traction avant (TA) ou traction intégrale (TI) intuitive livrable dans certaines versions



Rogue 2.5 SL 2011 illustré

JUSQU'À **2%** DE RÉDUCTION DE TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES AVEC NOTRE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE²

INNOVER POUR TOUS, C'EST LE GROS BON SENS

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI POUR PROFITER DE VOTRE PRIX EMPLOYÉ. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE⁺⁺



^{**}, ⁺, ⁺. Les offres sont en vigueur du 3 au 31 août, 2011 et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Tous les prix comprennent les frais de transport et de pré livraison, les taxes sur l'air climatisé (si applicable), les taxes sur les pneus, les rabais du manufacturier et les contributions des concessionnaires. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. ^{*} L'offre est basée sur 182 bi-mensualités et inclut des frais de crédit de 0 \$. Prix à l'achat à partir de 25 413 \$ pour un Rogue S 2011 neuf (W6RG11 AA00), transmission CVT / 35 613 \$ pour le Rogue 2.5 SL 2011 telle qu'illustrée (Y6TG11 AA00), transmission CVT. ^{**} Offre de location pour l'Altima 2.5 S 2012 (T4RG51 AA00), transmission manuelle / Altima 3.5 SR 2012 telle qu'illustrée (T4SG12 AA00), transmission CVT / Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00), transmission manuelle / Sentra 2.0 SL 2012 telle qu'illustrée (C4TG12 AA00), transmission CVT. Mensualités de 299 \$ / 432 \$ / 189 \$ / 307 \$ pour un terme de 60 mois avec 1 999 \$ / 0 \$ / 999 \$ / 0 \$ en comptant initial ou échange équivalent. Taux de location de 1,9 %. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km supplémentaire. L'obligation totale de location est 19 937 \$ / 25 932 \$ / 12 341 \$ / 18 394 \$. ⁺ L'offre de 0% de financement à l'achat jusqu'à 84 mois est offerte à l'achat d'un des modèles 2011 neufs suivants : Versa à hayon, Sentra, berline Altima (excepté le modèle hybride), coupé Altima, Maxima, Rogue, Murano, Xterra, Pathfinder, Armada, Frontier ou Titan. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 25 413 \$ pour le Rogue S 2011 (W6RG11 AA00) à un taux de crédit de 0% pour un terme de 84 mois (ou 182 bi-mensualités). Bi-mensualités de 140 \$ avec 0 \$ en comptant initial. Les frais de crédit sont de 0 \$ pour une obligation totale de 25 413 \$. 1 La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des conditions de conduite - à utiliser à des fins de comparaison seulement. 2 Programme de fidélisation préférentielle : Si vous louez ou financez présentement votre véhicule Nissan chez nous, vous bénéficiez peut-être déjà d'une location ou d'un financement préautorisé pour votre prochain véhicule Nissan neuf. La réduction de taux pouvant atteindre 2 % s'applique uniquement aux modèles Quest 2011 ainsi qu'aux modèles Sentra, Altima berline et Altima coupé (sauf la version hybride) 2012 neufs. La réduction s'appliquera au taux en vigueur offert par Nissan Canada Finance au moment de l'achat et ne peut réduire le taux à moins de 0 %. Consultez votre concessionnaire Nissan pour connaître tous les détails du programme. ▲▲ Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Retour sur l’affaire Robinson



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

Un mois plus tard, Claude Robinson n’a toujours pas dit s’il tentera sa chance devant la Cour suprême.

On pourrait penser qu’avec en poche une condamnation de 2,7 millions et une victoire morale complète, il devrait se déclarer satisfait et profiter de la vie.

Mais avec les honoraires qu’on lui a facturés, l’artiste revient à peu près à la case départ.

La Cour d’appel, en réduisant de moitié la condamnation initiale, conclut pourtant son jugement en forme de *happy end*.

Ceux qui l’ont volé « ne retireront rien de leur forfait », car ils devront en redonner les profits, plus d’autres « sommes importantes », dit la Cour.

« Voilà un bon moyen de les punir et de les dissuader de recommencer, tout en compensant adéquatement » Robinson, croit le plus haut tribunal au Québec.

Dans la vraie vie, ce n’est pas le cas. La morale de l’histoire est exactement le contraire: une inaccessible justice.

Producteurs: volez un auteur, mentez, trichez, embauchez les vedettes du barreau, faites un barrage juridique systématique, dépensez des millions en avocats. À la fin, vous épuisez l’artiste.

Robinson a été soutenu financièrement par le cabinet Gowlings. Un petit cabinet n’aurait sans doute pas eu les reins assez solides pour attendre 15 ans avant d’être payé.

Le revers de cette patience, c’est qu’en cas de victoire, les honoraires sont à la hauteur de ce qu’on facture aux clients ordinaires de ces grands bureaux – essentiellement des entreprises.

Or, voilà que rien que pour l’appel, Gowlings facture à Robinson... 856 944 \$!

La Loi sur le droit d’auteur prévoit qu’un auteur spolié peut réclamer les frais d’avocat engagés pour récupérer ses droits – d’où les 1,5 million. Mais la Cour d’appel refuse d’accorder quoi que ce soit pour l’appel, sous prétexte que l’appel n’est pas abusif. La preuve: il est en partie accueilli.

Pourtant, sur l’essentiel, l’appel est presque totalement rejeté. Ronald Weinberg, Cinar, Christophe Izard – le faux auteur – sont tous tenus responsables de ce vol de droit d’auteur.

Simplement, la Cour d’appel reproche au juge des erreurs de calcul et des exagérations dans l’indemnisation.

d’appel ramène d’un million à 250 000 \$ les dommages punitifs accordés par le juge.

Il est vrai qu’il s’agit d’une mesure exceptionnelle, prise uniquement quand il y a une violation intentionnelle des droits qui mérite d’être dénoncée.

Weinberg et compagnie « ont eu tort de nier qu’ils avaient eu accès à l’œuvre de M. Robinson, mais en dépit de ce fait, ils avaient une cause valable ».

En effet, même les pires voleurs ont toujours quelques arguments à faire valoir, n’est-ce pas? Mais quand, pendant des années, ils pratiquent l’obstruction, mentent et empêchent la cause d’avancer, faut-il trouver que c’est de bonne guerre, car tout n’est pas totalement malhonnête?

l’art de la fraude en gonflant ses dépenses, il y a de quoi être sceptique.

Ce nouveau calcul fait passer de 1,7 million à... 260 000 \$ la part de Robinson.

La Cour retranche également les revenus pour la musique de l’émission, qui effectivement n’est pas l’œuvre de Robinson – mais qui en est indissociable et n’aurait rien rapporté sans sa diffusion.

Reste un mois pour demander une permission d’appeler en Cour suprême.

■■■

Sij’ai bien compté, Robinson touche 2,7 millions (plus divers intérêts) et ses honoraires s’élèvent à 3,1 millions.

On pourra discuter sans fin le mérite du nouveau calcul subtil de la Cour d’appel.

Il n’y a pas de doute que la sympathie médiatique et populaire est du côté de Claude Robinson et que cela ne doit pas empêcher les tribunaux de faire leur travail froidement selon les principes juridiques, pas pour plaire à l’opinion publique.

Voilà comment Robinson arrive à zéro.

■■■

Il est vrai qu’avec 1,5 million de dollars accordés par la Cour, on devrait pouvoir payer ses avocats, même au bout de 15 ans de procédures. Mais Gowlings, qui a financé la poursuite depuis le début, a facturé 2,3 millions jusqu’au procès. Le juge du procès, Claude Auclair, avait trouvé la facture trop salée et parlé d’un « bar ouvert ». Il a réduit la compensation à 1,5 million.

La Cour estime également que le préjudice psychologique a été exagéré par le juge Auclair: on fait passer la facture de 400 000 \$ à 121 350 \$.

La principale réduction est toutefois au chapitre des profits. Les calculs de la Cour d’appel l’amènent à conclure que la série n’a rapporté que 521 000 \$ sur 13,3 millions.

Je connais des producteurs de télé qui vont s’étouffer en lisant ça! Mais Cinar et compagnie ont convaincu la Cour d’appel que les dépenses de production ont été sous-estimées par le juge Auclair. Quand on sait que Cinar était passée maître dans

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Lourde peine réclamée contre un as de la fraude

CHRISTIANE DESJARDINS

La Couronne compte demander une lourde peine de pénitencier pour Ronald Chicoine, cet as de la fraude qui a financé un grand réseau de fausses factures dans l’industrie de la construction, en 2007 et 2008.

Après de longs pourparlers, l’homme de 58 ans a plaidé coupable, jeudi, à diverses accusations, notamment de gangstérisme, de fraude et de blanchiment d’argent.

M. Chicoine contrôlait le centre d’encaissement de chèques Crédit Fonds Lanaudière, dont le chiffre d’affaires était composé à 65 % de chèques émis à des sociétés coquilles. En fait, cette entreprise créait des contrats de sous-traitance fictifs dans le but d’obtenir des remboursements de taxes.

Ces « contrats » étaient ensuite vendus aux entrepreneurs en construction. La fraude envers le fisc est évaluée à quatre millions de dollars.

Le plaidoyer de M. Chicoine

intervient à moins de trois semaines de l’ouverture du procès qu’il devait subir avec une dizaine de coaccusés, dont le notaire Gilles Saint-Pierre, radié provisoirement.

Le procès se tiendra donc en l’absence du grand manitou de l’opération.

Autre dossier

Jeudi, M. Chicoine a réglé un autre dossier, pour lequel il devait subir son enquête préliminaire en 2012 avec d’autres accusés.

Il s’agit de fraudes à l’égard du fisc pour une somme de 12 millions (14,4 millions en comptant les intérêts), qui ont eu cours de 1996 à 2009.

À la tête d’une entreprise de prêts d’argent (Société financière Speedo), M. Chicoine a créé des entreprises fictives à l’étranger pour ne pas avoir à payer les charges fiscales liées aux activités de cette société.

En façade, Speedo prêtait en toute légalité de l’argent à des citoyens et à des entreprises, principalement des chauffeurs de taxi. Mais derrière ce paravent, la société recevait des fonds illicites, dont certains provenaient de cellules liées au crime organisé.

Les sommes recueillies par le réseau de Chicoine étaient mises à l’abri du fisc dans des entreprises fictives en Europe, ainsi qu’aux Bahamas pendant un certain temps.

Dans le cadre de cette affaire, des ordonnances de

blocage ont été produites sur les actifs de Speedo, des comptes bancaires en Suisse et au Canada, ainsi que sur des immeubles à Saint-Hubert et à Montréal. La valeur totale de ces actifs était estimée à 48 millions au départ, en 2010, mais elle aurait été revue à la baisse depuis.

M. Chicoine, qui est détenu depuis 2010, doit revenir devant le tribunal le 13 octobre pour les représentations sur la peine. Le procureur de la Couronne Claude Girard a indiqué qu’il n’y avait pas de suggestion commune. L’accusé est représenté par M^{re} Christiane Filteau et n’a pas d’antécédent judiciaire. En 2003, il a été accusé de complot, de blanchiment d’argent et d’évasion fiscale. Mais deux ans plus tard, les accusations ont été levées, et seule son entreprise a plaidé coupable. Elle s’est vue imposer une amende de 2,7 millions, qui a été acquittée.



Échangeur Turcote

ENTRAVE MAJEURE

RISQUE DE CONGESTION

FERMETURE DE L'AUTOROUTE 720/20 EN DIRECTION OUEST DANS L'ÉCHANGEUR TURCOTE

• De 23 h 59 le vendredi 19 août à midi le dimanche 21 août

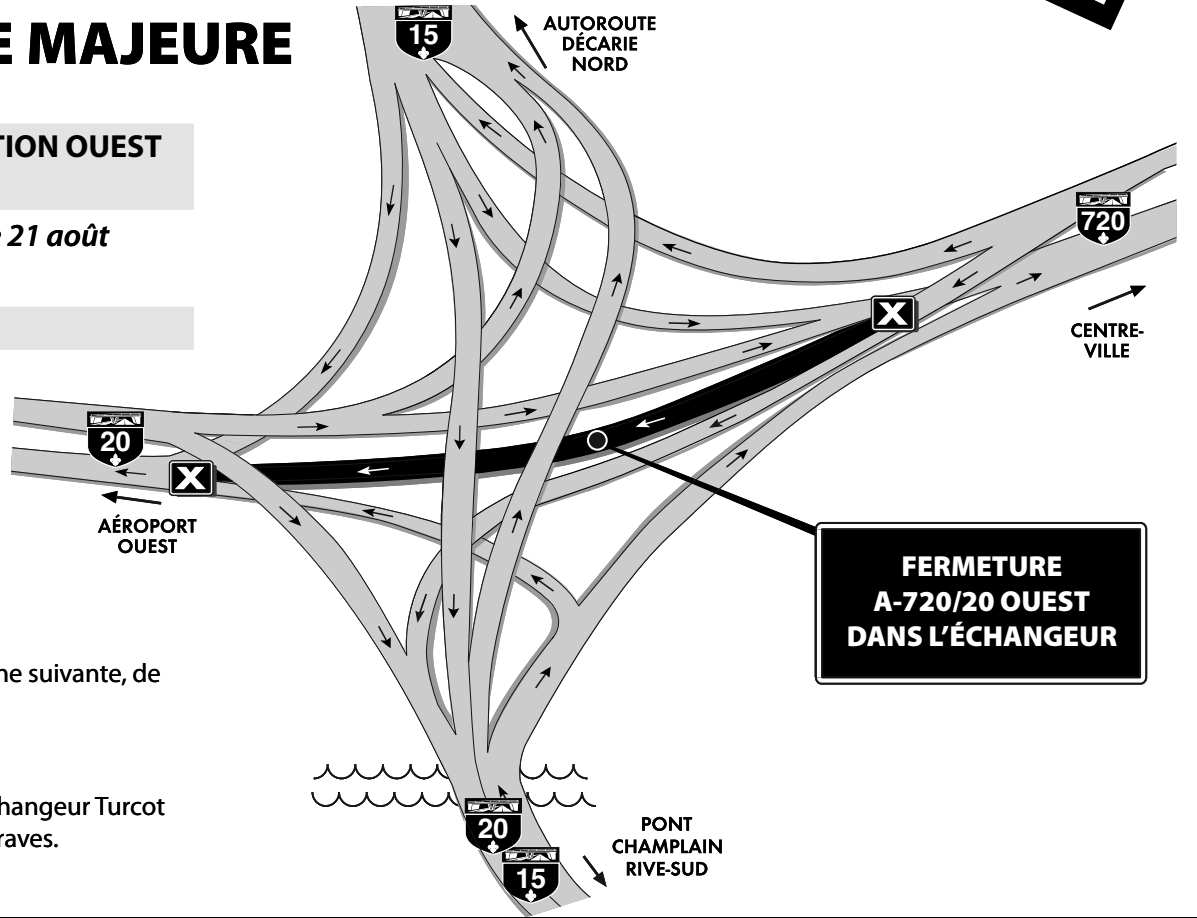
DÉTOUR

• Autoroute Décarie (15) en direction nord, jusqu'à la sortie n° 66 – Ch. Côte-St-Luc / Ch. Queen-Mary, autoroute 15 en direction sud jusqu'à l'échangeur Turcote.

Les usagers de la route se dirigeant vers l'ouest de Montréal sont invités à emprunter un autre itinéraire comme l'autoroute 40 et à prévoir un délai supplémentaire pour se rendre à destination.

Une fermeture similaire pourra être nécessaire la fin de semaine suivante, de 23 h 59 le vendredi 26 août jusqu'à midi le dimanche 28 août.

D'autres travaux de réfection majeurs seront réalisés dans l'échangeur Turcote tout au long de la saison et ils entraîneront d'importantes entraves.



ACTUALITÉS

Nouvelle chance pour les cancrés en français

Les universités abolissent la limite de quatre examens pour les futurs enseignants

PASCALE BRETON

Les futurs enseignants n'auront plus la crainte d'échouer au controversé test de français obligatoire à l'obtention de leur brevet.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a en effet adopté une résolution pour modifier les modalités du Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFEE), obligatoire depuis l'automne 2009, a appris *La Presse*.

Les étudiants ne seront plus limités à quatre tentatives, comme c'était le cas auparavant. En cas d'échecs répétés, ils ne risqueront plus la suspension ni l'expulsion de leur programme.

«Il faut comprendre que ce n'est pas un bar ouvert. (...) L'étudiant qui n'aurait pas réussi au cours de la quatrième passation se verra imposer des mesures compensatoires. Il n'est autorisé à se présenter à une cinquième passation que sur autorisation de sa direction de programme», explique Bernard Garnier, président du comité des affaires académiques à la CREPUQ et vice-recteur aux études et aux affaires internationales de l'Université Laval.

Chaque université décidera des mesures à prendre concernant les étudiants en situation d'échecs répétés. Certaines pourraient ainsi imposer un cours de perfectionnement en français.

La décision, adoptée à l'unanimité en mai dernier par les membres de la CREPUQ, doit encore être approuvée par Québec, précise M. Garnier.

La signature de l'entente entre la CREPUQ, le ministère de l'Éducation et le CEFranc, l'organisme qui



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Les futurs enseignants qui échouent leur examen obligatoire de français pourront reprendre le test jusqu'à ce qu'ils le réussissent, sans limite d'essais.

gère le test, devrait se faire au terme d'une réunion commune, en septembre. C'est à partir de ce moment-là que les nouvelles modalités entreront en vigueur.

L'objectif du TECFEE est de s'assurer que les futurs enseignants possèdent une maîtrise suffisante du français au moment de se présenter devant un groupe

d'élèves. Le seuil de réussite est fixé à 70 % et les étudiants doivent le réussir avant de pouvoir entreprendre leur troisième stage, généralement au cours de la

troisième année du baccalauréat de quatre ans.

Les étudiants avaient jusqu'à maintenant quatre essais pour réussir le test. Après trois échecs, ils pouvaient être suspendus de leur programme et au quatrième échec, ils étaient expulsés.

La CREPUQ ne détient aucune compilation provinciale du taux de réussite, mais il varie considérablement d'une université à une autre.

À l'Université de Montréal, par exemple, 62 % des étudiants ont réussi le test dès leur première tentative, 86 % à la deuxième, 96 % à la troisième et 99 % après quatre fois, selon des chiffres compilés par l'institution. À l'Université Laval, le taux de réussite avoisine également 98 %, explique M. Garnier.

« Il faut comprendre que ce n'est pas un bar ouvert. (...) L'étudiant qui n'aurait pas réussi au cours de la quatrième passation se verra imposer des mesures compensatoires. Il n'est autorisé à se présenter à une cinquième passation que sur autorisation de sa direction de programme. »
— Bernard Garnier, vice-recteur de l'Université Laval

Mais dans certaines universités, les taux de réussite sont beaucoup plus bas. « C'est sûr que les universités étaient sous pression, surtout celles où ça va moins bien », reconnaît M. Garnier en soulignant que plusieurs ont été le théâtre de « crises de larmes » au sujet du TECFEE.

Au cours de la dernière année, la tension autour de ce test obligatoire a atteint un point tel que certains étudiants ont même échangé des réponses sur l'internet.

Même si les nouvelles modalités ne sont pas encore officielles, certaines universités ont commencé à informer leurs étudiants. À l'UQAM, ainsi que dans d'autres universités du réseau, un courriel en ce sens leur a même été envoyé au cours de l'été.

Les quelques étudiants qui avaient été suspendus ou expulsés ont d'ailleurs été invités à réintégrer le programme, souligne Jonathan Giguère, président de l'Association des étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADESE). « Nous attendons maintenant de voir la suite. »

ENCAN PUBLIC
www.empireauctions.com

Rubis
78,50 cts

Saphir
9,06 cts

Émeraude
5,72 carats

ROLEX
Milgauss

4,39 cts

Diamants
6,52 cts

Superbes meubles

Vente aux enchères:
Dim. 21 août, dès 13 h
Lundi 22 août, dès 19 h
Mardi 23 août, dès 19 h
Mercr. 24 août, dès 19 h

Exposition:
Les sam. et dim. 20 et 21 août, de 10 h à 17 h

Façades de cheminée en marbre

EMPIRE1

5500, rue Paré, Mtl

514 737-6586

Meubler vos rêves ?
Pendant le grand solde du mois d'Août
chez Fontaine...C'est possible !

15%

25%

50%

sur Tout, Tout, Tout !
www.meublesfontaine.com

Fontaine
Meubles Décor

9780, Sherbrooke Est, Montréal | 514 352-3913

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUES MILITAIRES DE QUÉBEC PRÉSENTE

LE CHŒUR DE L'ARMÉE ROUGE RUSSE ET LA TROUPE ALEXANDROV

1^{ER} AU 4 SEPTEMBRE 2011
PLACE DES ARTS - THÉÂTRE MAISONNEUVE
FIMMQ.COM/CHOEUR

UNE PRODUCTION DU
FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUES MILITAIRES DE QUÉBEC

laplacedesarts.com
514 842 2112 / 1 866 842 2112

René Angélil, un homme et le cancer



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

Il est de bon ton dans certains cercles d'afficher du cynisme face au couple Céline Dion-René Angélil. Ça tient à quoi? Un peu de tout, j'imagine: le succès populaire, la richesse immense qui vient avec, le créneau musical occupé par M^{me} Dion, à l'opposé d'un Arcade Fire bien branché...

N'empêche. René Angélil est mon héros de la semaine.

On a annoncé cette semaine la création de la chaire de recherche en oncologie ORL D^r Azar-Angélil, au CHUM. ORL, comme dans oto-rhino-laryngologie: tous les cancers «tête et cou». Azar, comme dans D^r Antoine Azar, ami de M. Angélil, pilier du département d'ORL du CHUM, décédé l'an dernier.

Pour la visibilité des cancers ORL, il s'agit d'un bond extraordinaire. Au pays des levées de fonds pour la recherche en cancer, ceux touchant «tête et cou», comme on dit dans le jargon, traînent la patte. Le nom «Angélil» va attirer de la visibilité et des sous pour la recherche.

Ce n'est pas un luxe, m'a expliqué le D^r Denis Soulières, hémato-oncologue au CHUM. «Les traitements se sont raffinés depuis 15 ans, mais ils

n'ont pas connu les grands pas des traitements du cancer du sein, de la prostate, du côlon. On en a moins appris sur les cancers ORL depuis 15 ans que sur d'autres cancers.»

À quoi ça sert, une chaire de recherche? Dans le grand ordre des choses, à faire avancer la connaissance. Dans le détail, à lancer de petits projets de recherche dont les résultats peuvent attirer les grands organismes subventionnaires à financer des projets prometteurs, du genre qui débouchent sur de nouveaux traitements.

«On appelle ça du *seed money*, c'est comme semer de petites graines. Une chaire permet d'investir facilement de petits montants, rapidement», dit le D^r Soulières.

Pour la visibilité des cancers ORL, il s'agit d'un bond extraordinaire.

La chaire permettra aussi à son titulaire, le D^r Apostoulos Christopoulos, une star de l'oncologie ORL, de se consacrer à la recherche. Des médecins en ORL du CHUM se sont cotisés,



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

«Je ne dis jamais que j'ai vaincu le cancer. On y survit», dit René Angélil.

ces dernières années, pour que le D^r Christopoulos, alors en stage dans un hôpital de Pittsburgh, puisse poursuivre ses recherches. Avec leur propre fric!

■■■

Au bout du fil, René Angélil raconte son cancer de la gorge, en 1999. Il me dit, lui qui est un bagarreur en affaires,

ce n'est pas un championnat».

C'est son amie, l'animatrice et productrice Julie Snyder, qui l'a mis en contact avec les ORL du CHUM, qui voulaient mettre sur pied une chaire de recherche. Il était prêt à faire un chèque. Mais son nom à côté de celui du D^r Azar? Pas sûr! «Mais les médecins m'ont expliqué que mon nom attirerait de la visibilité, que cette visibilité attirerait des dons. C'est pour ça que j'ai dit oui, finalement.»

Dans l'univers du financement de la recherche, la visibilité d'une vedette comme René Angélil est capitale, me dit l'oncologue Soulières. «Les gens sont plus enclins à donner quand quelqu'un comme lui s'associe à une telle chaire.»

En effet: les pharmacies Jean Coutu, la Fondation du CHUM et Quebecor ont annoncé des dons importants, mardi, lors

du lancement, émouvant, de la chaire Azar-Angélil dans les locaux de Quebecor. Plus d'un million dormant déjà dans les coffres de la chaire.

Le Québec est à des années-lumière de l'Ontario, dans le rayon des chaires de recherche en oncologie. À Toronto, le Princess Margaret Hospital en compte 25, toutes dotées d'un fond minimal de trois millions de dollars. À Montréal, le CHUM en compte... trois.

■■■

Je ne vous ai pas encore dit pourquoi René Angélil est mon héros de la semaine.

Primo, je tiens de bonne source qu'il ne voulait pas que son nom trône en haut de la marquise de la chaire. Il s'est vraiment fait tirer l'oreille. Les médecins ont dû le convaincre que le nom «Angélil» aurait des retombées bénéfiques. J'aime cette réticence.

Deuzio, René Angélil et son épouse ont fait un chèque à la chaire qui porte son nom et celui de son ami Azar. Mais le montant n'a pas été dévoilé. Et c'est voulu. «On a fait une grosse contribution. Mais l'idée, ce n'est pas de se faire de la publicité. Le *kick*, c'est de donner le chèque aux gens qui s'occupent de la cause.»

C'est pour ça que René Angélil est mon héros de la semaine: j'aime quand un individu généreux donne en se fichant qu'on sache à quel point sa contribution est imposante.

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS

16 nouveaux produits sur la liste

ARIANE LACOURSIÈRE

Santé Canada vient d'ajouter 16 nouveaux médicaments, dont plusieurs utilisés pour combattre le cancer, sur la liste des produits en rupture de stock au pays. Ces médicaments s'ajoutent à une liste déjà longue de produits manquants.

L'origine du problème se trouve en Ohio. Les laboratoires Ben Venue ont échoué à leurs récents tests de contrôle de la qualité, a annoncé Santé Canada, jeudi. L'usine doit donc procéder à des modifications avant de poursuivre sa production. Santé Canada indique toutefois que les médicaments «essentiels» pourront continuer d'entrer au pays.

Parmi les produits manquants, on trouve plusieurs médicaments contre le cancer, les infections bactériennes et les problèmes respiratoires chez les enfants.

La présidente de l'Ordre des pharmaciens du Québec, Diane Lamarre, explique que ces produits s'ajoutent à une liste d'environ 200 produits manquants. M^{me} Lamarre s'inquiète, car, en ce qui concerne les médicaments contre le cancer, notamment, «tous les produits ne sont pas remplaçables». Jusqu'à maintenant, aucun incident fâcheux n'est survenu parce qu'un médicament n'était pas accessible au Québec et qu'aucun produit de remplacement ne pouvait être trouvé. «Mais ça risque d'arriver un jour», croit le directeur général de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires, Normand Cadieux.

Plusieurs raisons expliquent que, depuis un peu plus de deux ans, le nombre de médicaments manquants ne cesse d'augmenter. En plus de subir des pénuries de matières premières, les usines de production sont de plus en plus concentrées dans les mêmes pays. Le moindre événement, une catastrophe naturelle par exemple, menace donc les approvisionnements.

Le fait que des pays comme la Chine et l'Inde voient leur classe moyenne s'étoffer, et donc que le nombre de clients potentiels pour les médicaments augmente, accentue aussi les problèmes de pénurie.

L'Association canadienne des pharmaciens demande qu'un système soit mis en place pour tenir un registre en temps réel des pénuries de médicaments et des produits de remplacement pouvant être utilisés.

UNE ÉMISSION SPÉCIALE DU 75^e ANNIVERSAIRE
DE RADIO-CANADA

UN DOCUMENTAIRE DE 2 HEURES
SUR LA VIE DES GENS D'ICI.

1 JOUR
24 HEURES
34 MILLIONS
DE VIES

 **CE SOIR 20 H**

Radio-Canada.ca/1jour

ACTUALITÉS

TECHNAUTE

Applications : beaucoup d'appelées, peu d'élues



MARIE-EVE MORASSE

« Il y a une application pour ça », dit le slogan d'Apple pour faire la promotion de son magasin d'applications. Mais confrontés à des centaines de milliers de choix, les clients restent pour le moins prudents. Des milliers d'utilisateurs américains d'appareils équipés du système Android de Google ont accepté que le cabinet Nielsen installe un logiciel sur leur téléphone pour savoir comment ils interagissent avec leur appareil. Les résultats auraient de quoi décourager les concepteurs: les 10 applications les plus populaires sur la plate-forme Android occupent 42 % de tout le temps passé sur des applications. Les 50 applications les plus téléchargées ravissent 61 % de ce temps. « Avec plus de 250 000 applications Android disponibles, cela signifie que les 249 950 autres doivent se partager les 39 % restants de la tarte », a observé Nielsen cette semaine sur son blogue.

Ceux qui créent des applications doivent donc rivaliser pour se démarquer. « Si on envoie une application et qu'on ne fait aucun bruit autour, ça passe comme s'il n'y avait rien eu. Il faut la populariser sur les réseaux sociaux, auprès des attachés de presse », dit Paul Gamache, vice-président de l'entreprise TechSolCom, concepteurs notamment de l'application Android de la SAQ et Sur la Route, qui permet de surveiller le trafic automobile.

Les applications plutôt que le web
S'ils doivent mener une âpre bataille pour se démarquer, les concepteurs d'applications peuvent trouver du réconfort dans une autre conclusion de Nielsen: les mobinautes qui utilisent Android aiment les applications. En moyenne, l'utilisateur américain observé par Nielsen passe 56 minutes par jour à naviguer sur le web ou à utiliser des applications. Mais lorsqu'il veut les prévisions de la météo, lire les nouvelles ou changer son statut Facebook, c'est vers les applications qu'il se tourne. Celles-ci remportent la faveur des utilisateurs les deux tiers du temps, au détriment de la navigation sur le web. La lutte est intense, mais prometteuse...

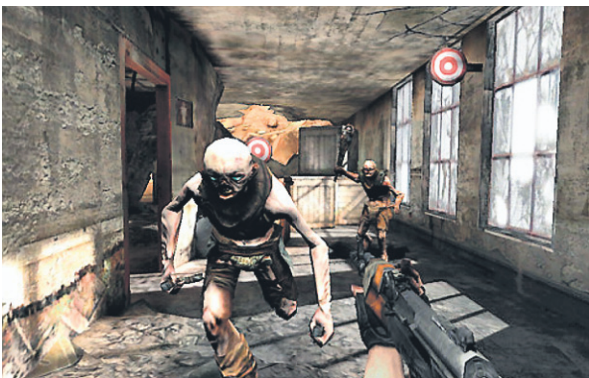


APPLICATION DE LA SEMAINE

Bongiovi DPS: pour augmenter le son des appareils iOS

La société Bongiovi a fait beaucoup d'efforts, ces derniers temps, pour trouver une solution à la piètre qualité sonore des appareils multimédias modernes. Ça va des autos aux tablettes numériques. La preuve, l'application Bongiovi DPS augmente sensiblement le son d'un iPhone ou d'un iPad, et en temps réel. L'application est gratuite, mais les extensions sont facturées en sus.

— Alain McKenna, collaboration spéciale



JEU DE LA SEMAINE

Rage HD: Tuer des zombies, c'est gratuit

Pour une période limitée, id Software offre gratuitement le jeu de tir à la première personne *Rage HD*, pour la tablette iPad d'Apple. Après un lourd téléchargement, on peut mettre la main à la pâte et abattre zombie après zombie, jusqu'à plus soif. Pour les mordus, ou pour ainsi dire, pour ceux qui ne souhaiteraient pas l'être...

— Alain McKenna, collaboration spéciale

QUI ESPIONNEZ-VOUS LE PLUS SUR FACEBOOK?

Lorsque vous cherchez quelqu'un sur le réseau social Facebook, celui-ci vous donne instantanément des suggestions. Mais comment fait-il? Un développeur a créé une petite application qui s'installe dans le fureteur et qui permet de mettre en lumière un classement personnalisé établi par Facebook. Quand vous cherchez un nom dans son moteur de recherche, l'entreprise vous donne des résultats en fonction de ce classement. Les personnes avec lesquelles vous interagissez le plus se retrouvent en haut de liste, de même que celles dont vous avez souvent consulté le profil. Mais plusieurs ont noté qu'on y trouve aussi des gens qu'on ne connaît pas... Les voies de Facebook sont impénétrables! À tester sur le site de Jeremy Keesh au <http://thekeesh.com>

— Marie-Eve Morasse, mmorasse@lapresse.ca

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

95

Pourcentage des acheteurs potentiels de tablettes qui penchent vers l'iPad d'Apple, selon une étude menée par l'analyste Robert W. Baird.

VACANCES AIR CANADA

Aubaines de la semaine

CARAÏBES ET MEXIQUE | VOL, HÔTEL ET TRANSFERTS

CUBA | Holguin

Sirenis Playa Turquesa

Tout-Compris • Ch. supérieure

10, 17 et 24 sept. • 1 sem.

689\$

Taxes et autres frais inclus

25 CUC payés localement

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | Punta Cana

Occidental Grand Punta Cana

Tout-Compris • Suite junior

10-25 sept. • 1 sem.

839\$

Taxes et autres frais inclus

CUBA | Varadero

Sirenis La Salina Varadero Beach Resort

Tout-Compris • Ch. standard

10, 17 et 24 sept. • 1 sem.

739\$

Taxes et autres frais inclus

25 CUC payés localement

JAMAÏQUE

Sunset Jamaica Grande Resort & Spa

Tout-Compris • Ch. standard exclusive

rénovée avec vue sur la mer

1^{er}, 8, 15 et 22 oct. • 1 sem.

899\$

Taxes et autres frais inclus

MEXIQUE | Cancun/Riviera Maya

Gran Bahia Principe Coba

Tout-Compris • Suite junior

3, 10, 11 et 18 sept. • 1 sem.

1099\$

Taxes et autres frais inclus

NOUVEAU VOL SANS ESCALE DE MONTRÉAL

MEXIQUE | Ixtapa/Zihuatanejo

Sunscape Dorado Pacifico Ixtapa

Tout-Compris • Ch. de luxe avec vue partielle sur la mer • 6-27 janv. • 1 sem.

1419\$

Taxes et autres frais inclus

MEXIQUE | Ixtapa/Zihuatanejo

Barceló Ixtapa Beach

Tout-Compris • Ch. supérieure

6-27 janv. • 1 sem.

1519\$

Taxes et autres frais inclus

EN VEDETTE | VOL, HÔTEL ET TRANSFERTS

CUBA | Holguin

Playa Pesquero

Tout-Compris • Ch. standard

5 nov. - 10 déc. • 1 sem.

1049\$

Taxes et autres frais inclus

25 CUC payés localement

CUBA | Holguin

Playa Costa Verde

Tout-Compris • Ch. standard

24 et 31 déc. • 1 sem.

1399\$

Taxes et autres frais inclus

25 CUC payés localement

90 \$ suppl. pour un départ le 24 déc.

ProtègePrix

Si le prix de votre forfait diminue avant votre départ, contactez-nous et NOUS VOUS REMBOURSERONS LA DIFFÉRENCE. Réservez et payez en entier d'ici le 3 oct. 2011!

vacancesaircanada.com/protegeprix

Réservez et payez en entier d'ici le 3 oct. 2011 et

ÉCONOMISEZ 400\$ par couple

sur tous les forfaits Vol, Hôtel et Transferts vers les Caraïbes et le Mexique.

Valable pour les départs effectués entre le 1^{er} nov. 2011 et le 30 avril 2012. Adultes seulement (16+)

EUROPE VOL ET HÔTEL

Réservez avant le 21 août 2011 et

OBTENEZ 30% + 100\$

jusqu'à DE RABAIS

de crédit par réservation sur un prochain voyage*

ROYAUME-UNI | Londres

Hôtel Ibis Earls Court

Petit-déjeuner Ch. standard

14 et 28 sept. • 4 nuits

1509\$ 1059\$

Taxes et autres frais inclus

FRANCE | Paris

All Seasons Paris Gare de L'Est

Petit-déjeuner Ch. standard

14, 15 et 22 sept. • 4 nuits

1549\$ 1199\$

Taxes et autres frais inclus

Envolez-vous avec style : choisissez le service en classe Affaires

Playa Pesquero

vacancesaircanada.com

Composez sans frais le 1-866-529-2079 ou contactez votre agent de voyages

Tous les voyageurs, étrangers et cubains vivant à l'étranger, doivent détenir une assurance médicale valide lorsqu'ils se rendent à Cuba. Les prix de vente reflètent les réductions applicables, sont sous réserve de modification sans préavis et ne peuvent être combinés à aucune autre offre ou promotion. Les prix sont en dollars canadiens, sont valables pour les réservations effectuées le 20 août 2011, s'appliquent aux nouvelles réservations seulement et dates mentionnées. Les prix sont établis par personne, selon une occupation double et en fonction des vols en classe économique au départ de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal, à moins de mention contraire. Non remboursable. Sous réserve de disponibilité au moment de la réservation. Ne s'applique pas aux réservations de groupe. De plus amples renseignements sont disponibles chez un agent de voyages. Vols exploités par Air Canada ou Air Canada Jazz. Pour connaître les modalités et conditions, consultez les brochures de Vacances Air Canada ou le site vacancesaircanada.com. Titulaire du permis du Québec n° 702566. Les milles Aéroplan varient selon les points de départ et les destinations. Pour tous les détails, visitez www.vacancesaircanada.com. Pour connaître les modalités et conditions du programme Aéroplan, consultez le site www.aeroplan.com. Valable pour certaines destinations et hôtels seulement. Nouvelles réservations seulement, en vigueur le 15 juin 2011. Valable pour les forfaits Vol, Hôtel et Transferts. Certaines conditions s'appliquent. Maximum de 400 \$ par personne. L'offre s'applique aux départs effectués entre le 1^{er} nov. 2011 et le 30 avril 2012. Visitez vacancesaircanada.com pour obtenir tous les détails. L'offre s'applique aux réservations de 4 nuits ou plus, pour des voyages effectués à partir de 1^{er} sept. et se terminant au plus tard le 10 déc. 2011. Les rabais de 30 % au maximum sont basés sur le prix régulier. Le crédit de 100 \$ par réservation sur un prochain voyage peut être utilisé sur toute nouvelle réservation de forfait Vol et Hôtel de 4 nuits ou plus de Vacances Air Canada. Valable pour les départs effectués d'ici le 30 juin 2012. Un coupon par réservation. Non transférable. Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada Inc. Vacances Air Canada est une marque déposée d'Air Canada, utilisée sous licence par la société en commandite. Pour les plus récentes mises à jour, visitez vacancesaircanada.com.

Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50\$/1000\$.

LE MEILLEUR CHOIX DE CONSUMATEUR 2011

n° 1 au / in Canada

CROISIÈRES AML

PROMOTION DE DERNIÈRE MINUTE ! Réservez entre le 18 août et le 11 septembre 2011, pour l'un des 4 derniers départs de l'année du forfait Montréal-Charlevoix et ÉCONOMISEZ 100 \$. Faites vite, les places sont limitées !

LES GRANDES CROISIÈRES BATEAUX BLANCS

FORFAIT MONTRÉAL - CHARLEVOIX (3 JOURS)

22, 29 août & 12 septembre & 9 octobre

Croisière guidée Montréal-Québec-Charlevoix

- Repas inclus à bord
- Animation et activités spéciales
- Hébergement au Fairmont Le Château Frontenac ou au Loews Le Concorde
- Transfert de votre hôtel au quai
- Observation des baleines et incursions dans le fjord du Saguenay
- Hébergement au Fairmont Le Manoir Richelieu incluant souper buffet et déjeuner buffet
- Passeport Privilèges de 10 \$ (18 ans +) pour le Casino de Charlevoix
- Retour à Montréal en autocar de luxe

ÉCONOMISEZ 100 \$

679\$

579\$

contribution au Fonds d'indemnisation et taxes en sus, p/p, occ. double

Autres forfaits aussi disponibles.

Les prix indiqués excluent la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 \$ par tranche de 1 000 \$ de services touristiques achetés. Ces sommes s'ajoutent aux coûts des services annoncés.

Les prix annoncés dans cette publicité sont valides du 18 août au 11 septembre 2011 et sujets à changement sans préavis. Ces prix pourraient être augmentés advenant une augmentation de taxes, de redevances ou de frais autorisés par une autorité publique compétente. Voir conditions générales sur notre site Internet www.voyagesaml.com. Titulaire d'un permis du Québec #702890 © Photos : Mirella Girard, Renaud Pinfiaux

1 866 625.6750

voyagesaml.com

Une ambassade de la danse à Montréal

KARIM BENESEAIEH

L'édifice Wilder, un immeuble décrépit quasi centenaire rue De Bleury, au centre-ville de Montréal, sera complètement restauré et accueillera dès 2014 trois organismes de danse, dont les Grands Ballets canadiens.

L'annonce, faite hier par la ministre de la Culture Christine St-Pierre, le maire Gérald Tremblay et le ministre des Finances Raymond Bachand, permettra de donner une nouvelle vie à cet édifice néo-classique construit en 1918, mais pratiquement laissé à

l'abandon depuis plus d'une décennie.

Rénovation majeure

Situé au cœur du tout nouveau Quartier des spectacles, l'édifice Wilder subira une rénovation majeure pour un montant de 71 millions, dont 22 proviennent de Québec et 9 d'Ottawa. Les organismes qui vont y emménager, l'école de danse contemporaine LADMMI, l'organisme de soutien à la danse actuelle Tangente ainsi que les Grands Ballets «font partie des ligues majeures de la danse au Québec», a déclaré la ministre St-Pierre. Ils

contribueront au financement du projet grâce à des campagnes de financement.

«Ce sont les troupes de danse les plus emblématiques de la vitalité de la danse à Montréal», a souligné le maire Tremblay.

Le ministère de la Culture ainsi que le Conseil des arts et des lettres du Québec s'installeront également dans l'édifice Wilder après son inauguration, prévue en 2014. Les travaux devraient être lancés en 2013. C'est la Société immobilière du Québec, propriétaire du bâtiment, qui est la maîtresse d'œuvre du projet.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Gérald Tremblay, Christine St-Pierre et Raymond Bachand devant l'édifice Wilder, qui accueillera en 2014 trois organismes de danse.



**Vous le voulez,
nous l'avons
à meilleur prix.**

iPhone 4 | 16 Go

99\$

Avec une entente de 3 ans | 649 \$
et tout forfait de 50 \$ | Sans entente

Optez pour le forfait Flex 55+

- Jusqu'à 1 Go de données flexibles sans tracas*
- Appels locaux illimités en soirée (18 h) et le week-end†
- Messages texte, photo et vidéo illimités‡
- Appels nationaux illimités avec vos 10 numéros préférés**
- Jusqu'à 200 minutes d'appel local en tout temps incluses

55\$ par mois††

iPhone 4

telusmobile.com/iphone4



Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands participants ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobile.com

FUTURE SHOP

Best Buy

Walmart

ASTRAL

Offres valables jusqu'au 7 septembre 2011. TELUS se réserve le droit de modifier les forfaits visés par cette offre promotionnelle en tout temps et sans préavis. * Cette option ne peut être jumelée à aucun autre forfait de transmission de données. Le branchement comme modem est inclus. L'utilisation de données excédant les niveaux Flex est facturée au tarif de 5¢/Mo. Consultez telusmobile.com pour en savoir plus sur les niveaux de données Flex. Les données additionnelles sont facturées par mégaoctet ou par gigaoctet et arrondies au Ko près (1 Go = 1 024 Mo, 1 Mo = 1 024 Ko). L'utilisation de données excédentaires est soumise à une limite mensuelle de 10 Go. La transmission de données en itinérance aux États-Unis est facturée au coût de 3\$/Mo et par tranche de 1 Ko par séance. La transmission de données en itinérance à l'extérieur du Canada et des États-Unis est facturée au coût de 25\$/Mo par tranche de 20 Ko par séance. † Les appels en soirée sont les appels locaux faits entre 18 h et 7 h le lendemain en semaine. Les appels le week-end sont les appels locaux faits entre vendredi 18 h et lundi 7 h. ‡ Messages des services Privilège en sus. Des frais additionnels de 20¢ s'appliquent à chaque message texte (ou pièce jointe texte) envoyé à l'extérieur du Canada et des États-Unis. Des frais de 60¢ s'appliquent à tout message texte envoyé ou reçu en itinérance mondiale. La messagerie multimédia utilisée à l'extérieur du Canada est facturée au tarif de transmission de données en itinérance. ** Vos dix numéros doivent être des numéros canadiens et ne doivent pas comprendre votre propre numéro de téléphone mobile TELUS, ni le numéro de récupération de vos messages vocaux ni de numéros sans frais ou 1-900. Les appels nationaux désignent les appels locaux et interurbains échangés au Canada avec le téléphone mobile du client. Les frais d'itinérance et de transmission internationale sont en sus. Les clients peuvent changer leurs dix numéros une fois par cycle de facturation à telusmobile.com. Les titulaires d'un téléphone mobile qui n'est pas doté du service multimédia recevront un message texte incluant une adresse web à laquelle ils pourront accéder pour visualiser leurs photos ou leurs vidéos. †† Offre valable jusqu'au 30 septembre 2011 pour les clients (nouveaux ou qui renouvellent leur entente) qui signent une entente de 2 ou 3 ans. Les taxes, les frais d'interurbain, le temps d'antenne additionnel, les frais d'itinérance et pour les services payables à l'usage sont en sus par utilisateur. TELUS, le logo TELUS, le futur est simple et telusmobile.com sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Apple, le logo Apple et iPhone sont des marques de commerce de Apple Inc. ©2011 TELUS.

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS MONTRÉAL

- Carrefour Angrignon
- Centre Eaton
- Centre Rockland
- Complexe Desjardins
- Fairview Pointe-Claire
- Galerias d'Anjou
- Place Alexis Nihon
- Place Versailles
- Place Vertu
- 950, rue Sainte-Catherine Ouest
- 4202, rue Saint-Denis
- 6146, boul. Henri-Bourassa Est
- Action Télécom
- 1678, av. Mont-Royal Est
- Action Télécom
- 1531, rue Notre-Dame Ouest
- Communications MOBILENET Inc.
- 5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
- Globe Mobilité
- 6652, rue Saint-Hubert

- Saint-Laurent**
- La Zone SCP
 - 785, rue Décarie
 - PC Page Communication Inc.
 - 3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

- Boisbriand**
- Faubourg Boisbriand
- Blainville**
- Digital Radiocommunication Inc.
 - 9, boul. de la Seigneurie, local 7

- Lachute**
- Carrefour Argenteuil

- Laval**
- Carrefour Laval
 - Laval Est (aut. 19/aut. 440)
 - Proxi Télécom Inc.
 - 1662, boul. Saint-Martin Ouest
 - SRAD Communications Inc.
 - 2995, boul. Dagenais, local D

- Mascouche**
- First Pro Mascouche
 - 117, montée Masson

- Repentigny**
- Galerias Rive Nord

- Rosemère**
- Place Rosemère

- Saint-Jérôme**
- Carrefour du Nord

- Terrebonne**
- Galerias Terrebonne

RÉGIONS

- Berthierville**
- Technicomm
 - 760, rue Notre-Dame

- Drummondville**
- Alto Communication
 - 400, boul. Saint-Joseph

- Notre-Dame-des-Prairies**
- Multicom Communication 2000 Inc.
 - 159, boul. Antonio-Barrette

- Saint-Jean-sur-Richelieu**
- Carrefour Richelieu

- Saint-Hyacinthe**
- Cellulaire Plus
 - 3400, boul. Laframboise

- Sorel-Tracy**
- Promenades de Sorel

- Victoriaville**
- La Grande Place des Bois-Francis

- RIVE-SUD**
- Mail Champlain
 - Promenades Montarville
 - Promenades Saint-Bruno

- Brossard**
- Quartier DIX30

- Candiac**
- D2 Technologie Inc.
 - 69, ch. Saint-François-Xavier

- Sainte-Julie**
- Alto Communication
 - 1999, rue Nobel, local 15

- Salaberry-de-Valleyfield**
- D2 Technologie Inc.
 - 1, rue Dufferin

ACTUALITÉS

Arrêtez de nous consulter!



Pauline Marois a trouvé la solution aux problèmes du Québec. Elle va organiser une série d’assemblées citoyennes qui lui permettront d’écouter les Québécois, de mieux comprendre leurs rêves et leurs craintes. Ça débute mardi.

Le Nouveau Mouvement pour le Québec a aussi trouvé la solution aux problèmes du Québec. Il l’a même trouvée avant M^{me} Marois. Il va organiser une série d’assemblées citoyennes qui lui permettront d’écouter les Québécois, de mieux comprendre leurs rêves et leurs craintes. Ça débute dimanche.

François Legault a lui aussi trouvé la solution aux problèmes du Québec. Il l’a même trouvée avant le Nouveau Mouvement pour le Québec, donc avant M^{me} Marois. Il va organiser une série d’assemblées citoyennes qui lui permettront d’écouter les Québécois, de mieux comprendre leurs rêves et leurs craintes. Ça débute en septembre.

C’est une véritable épidémie de consultations citoyennes qui s’abat sur le Québec. Ajoutez à cela le premier ministre Charest qui, lorsqu’il ne fait pas le mort, consulte le citoyen à travers de nombreuses commissions et analyses de sondages. Sans oublier le maire Tremblay, qui consulte ses courriels. Bref, ce sont tous les politiciens qui se tournent vers le citoyen pour trouver des remèdes aux maux de la société.

Ben, savez ce qu’il vous dit, le citoyen, il vous dit: «Lâchez-moi!» Vous voulez savoir ce que veut le citoyen, c’est pas compliqué, pas besoin de partir en tournée, pas besoin de faire un cirque avec ça, le citoyen veut la santé, la prospérité et la paix. C’est ça qu’il veut. Santé, prospérité, paix. Comment? Ça, c’est votre job. C’est pour ça qu’on vous appelle des leaders. Vous êtes censés avoir des idées. Des idées pour nous permettre d’avoir la santé, la prospérité et la paix.

Le citoyen a d’autres choses à faire que de se faire consulter. Il se lève le matin, il va conduire les petits à la garderie, il traverse le pont, en espérant que le pont ne le traverse pas, il va au travail, retraverse le pont, ramasse les petits, fait le souper et les devoirs, regarde la télé, son ordi et son téléphone, puis se couche. Le lendemain, ça recommence. Il a élu des gens censés avoir une vision, un plan pour leur communauté. Le citoyen compte sur eux.

lui demande: «Que pensez-vous que je devrais faire pour éteindre le feu dans votre maison?» C’est lui qui a le camion. Éteins-le, pis vite!

Le médecin sait quoi faire. Le pompier sait quoi faire. On veut que nos politiciens sachent quoi faire.

Montréal tombe en ruine, que faut-il faire? Ne nous le demandez pas, c’est nous qui vous le demandons. C’est vous, le ministre. C’est vous, le boss. Il y a des gens qui ont le cancer et qui attendent des mois avant de se faire

la fin. Commencez par vouloir notre bien.

On ne veut pas des politiciens qui nous suivent. On veut des politiciens qui nous ouvrent le chemin.

C’est bien gentil d’être à notre écoute. Mais on aimerait vous entendre dire quelque chose. De la substance! Du contenu! Bien sûr, en vous affirmant, en prenant position, vous risquez de baisser dans les sondages. Mais vous risquez de monter aussi.

Chaque citoyen fait son travail. Faites le vôtre.

Vous voulez savoir ce que veut le citoyen, c’est pas compliqué, pas besoin de partir en tournée, pas besoin de faire un cirque avec ça, le citoyen veut la santé, la prospérité et la paix. C’est ça qui veut. Santé, prospérité, paix.

C’est ça, vivre en société. Chacun fait son bout.

Quand le citoyen tombe malade. Il va voir le médecin. Il ne veut surtout pas que le médecin lui demande: «Que pensez-vous que je devrais faire pour vous guérir?» Le médecin a étudié 10 ans à l’université pour apprendre à soigner. Il est censé savoir. Soigne-moi pis vite!

Quand la maison du citoyen est en train de brûler. Il appelle les pompiers. Il ne veut pas que le pompier

opérer, que faut-il faire? C’est simple, il faut les opérer, alors faites en sorte qu’ils se fassent opérer. Comment? C’est votre job!

On devine bien la stratégie derrière toutes ces consultations. Vous écoutez le citoyen pour, après, lui répéter ce qu’il vous a dit. Vous pensez que si vous dites au citoyen ce qu’il veut entendre, c’est la meilleure façon d’obtenir son vote.

Arrêtez de juste vouloir notre vote. Vous êtes lourds, à

Et ne vous inquiétez pas, on va vous dire assez rapidement ce qu’on en pense.

Mais faites quelque chose! Prononcez-vous. Vous voulez un Québec libre ou pas? Vous voulez partager les richesses ou pas? Vous voulez une société plus stricte ou plus ouverte? Dites-le. On le sait que vous voulez notre vote, mais nous, on aimerait le donner à des gens qui veulent aussi autre chose. Par conviction. Pas par intérêt.

Le MBA à 30 000 \$ de McGill reçoit l’aval du Ministère

PASCALE BRETON

L’Université McGill pourra offrir une maîtrise en administration des affaires (MBA) à 30 000\$, en toute légalité cette fois.

Le ministère de l’Éducation vient en effet d’approuver un nouveau MBA spécialisé qui sera en vigueur à compter de l’automne 2012.

Au printemps, l’Université McGill avait écopé d’une pénalité de 2 millions, imposée par le ministère de l’Éducation, pour son programme de maîtrise qui ne correspondait pas aux règles budgétaires fixées par Québec.

À l’automne 2010, l’institution avait en effet commencé à imposer des droits de scolarité de près de 30 000\$ pour un nouveau programme de MBA sans avoir obtenu l’aval du Ministère. Or, Québec considérait qu’il s’agissait d’une maîtrise «régulière» et par conséquent, l’université n’avait pas le droit d’autofinancer le programme.

Depuis, l’Université McGill a accepté d’apporter les modifications nécessaires pour en faire un programme spécialisé.

«On reconnaît, par les critères d’admission qui seront imposés, par le type de pédagogie donnée et par

les exigences, que ce MBA correspond à un programme spécialisé au niveau international», a expliqué la ministre de l’Éducation, Line Beauchamp, en entrevue à *La Presse*.

À compter de 2012, c’est un MBA davantage orienté vers les affaires internationales qui sera offert. Le contenu des cours sera modifié et la clientèle à qui s’adresse le programme ne sera plus la même. Des séjours à l’étranger seront obligatoires et le corps professoral proviendra en majeure partie de l’étranger.

«Je pense sincèrement que le fait qu’on ait imposé une pénalité de 2 millions à l’Université McGill a aidé à ce qu’elle accepte de changer le programme de MBA pour correspondre aux règles budgétaires du ministère de l’Éducation», a souligné M^{me} Beauchamp.

Un système à deux vitesses

Impossible pour le moment de savoir si les droits de scolarité seront revus à la hausse puisque le programme sera modifié. À l’automne 2010, la première cohorte d’étudiants a déboursé 29 500\$ pour ce MBA tandis que les étudiants inscrits cet automne payeront 32 500\$.



PHOTO ROBERT MAILLOUX ARCHIVES LA PRESSE

À compter de 2012, l’Université McGill offrira un MBA davantage orienté vers les affaires internationales.

D’autres universités offrent également des programmes spécialisés. Les droits

de scolarité facturés pour le E-MBA de l’Université Concordia sont de 32 000\$,

ceux de l’E-MBA commun aux HEC et à l’Université McGill se chiffrent à 70 000\$, tandis que le MBA destiné aux cadres, à l’Université de Sherbrooke, coûte 52 500\$, selon le ministère de l’Éducation.

Hier, personne n’était disponible pour commenter la nouvelle à l’Université McGill. Seul un communiqué a été diffusé dans lequel l’Université se réjouit de voir le caractère spécial de son programme reconnu.

«Nous avons encadré notre MBA de façon à mettre en valeur son caractère unique et pleinement compatible avec la faculté Desautels [des sciences de la gestion] et l’Université McGill et atteindre les plus hauts standards internationaux de formation dans le monde des affaires et de la gestion» a déclaré le doyen de la faculté, Peter Todd, dans ce communiqué.

La Fédération étudiante universitaire du Québec et l’Association des étudiants des deuxième et troisième cycles de l’Université McGill ne partagent pas cette opinion. Pour eux, cet aval donné par le gouvernement ouvre la porte à un système d’éducation à deux vitesses.

En autorisant un programme spécialisé et coûteux, le gouvernement du Québec réduit l’accessibilité universitaire, ont fait valoir les deux associations, indiquant que l’Université McGill n’a pas indiqué son intention de maintenir un MBA dit «régulier» qui soit accessible à tous.

DUPROPRIO EN TOURNÉE

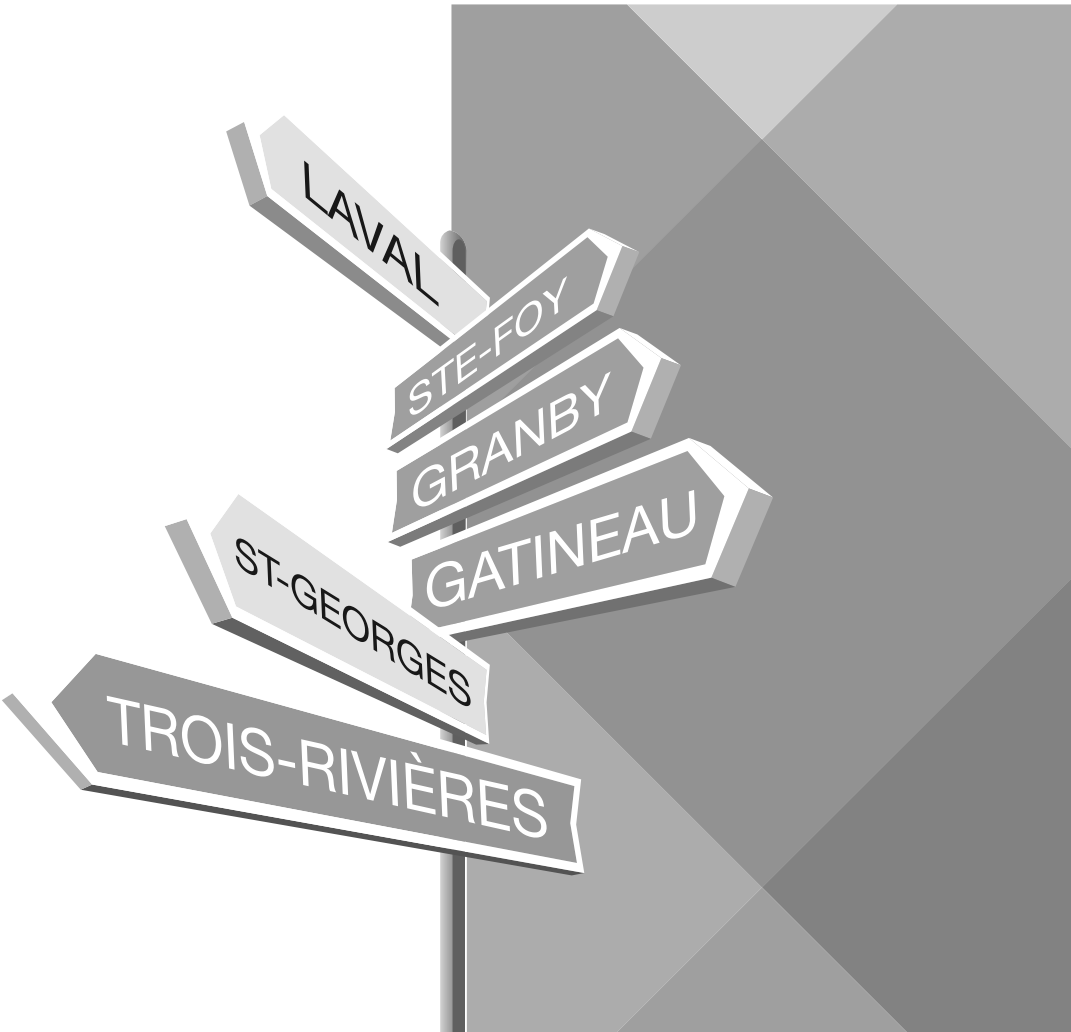
DÉCOUVREZ L’IMMOBILIER SIMPLIFIÉ

Apprenez à vendre votre propriété sans commission!
Ces 60 minutes pourraient vous faire économiser des milliers de dollars!

PROCHAINS ARRÊTS

- ▶ Trois-Rivières le 23 août
- ▶ Victoriaville le 13 septembre
- ▶ Gatineau le 30 août
- ▶ Lévis le 14 septembre
- ▶ Brossard le 31 août
- ▶ Granby le 27 septembre

RÉSERVEZ VOTRE PLACE DÈS MAINTENANT
1 866 387-7677 ou duproprio.com/infosession



MAISON CORBEIL

grand solde

jusqu'au
31 août

montréal 1215,
boul. crémazie o.,
514-382-1443

laval 2323,
aut. des laurentides,
450-682-3022

% 0 %

chaise jeanne

99 \$

POLITIQUE

Sabrer dans les Forces armées

Un lieutenant-général mandaté par Ottawa prône une cure minceur à la Défense

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le ministère de la Défense – longtemps l’enfant chéri des conservateurs – n’échappera pas aux compressions que veut imposer le gouvernement Harper aux dépenses de l’État afin d’éliminer le déficit au cours des trois prochaines années.

La cure minceur pourrait entraîner l’élimination de milliers de postes jugés non essentiels au siège social du ministère à Ottawa, si l’on se fie à un rapport préparé par le lieutenant-général Andrew Leslie et qui a fait l’objet d’une fuite dans le quotidien torontois *The Globe and Mail*, hier.

Le lieutenant-général Leslie a été le chef d’état-major de l’armée de terre des Forces canadiennes et a été commandant des opérations canadiennes en Afghanistan. L’an dernier, il a été mandaté par le gouvernement Harper pour produire un plan détaillé de réorganisation des Forces canadiennes. Son rapport a été remis au ministre de la Défense, Peter MacKay, en juillet.

Au final : 43 recommandations

Dans son rapport, qui comporte 43 recommandations, il suggère au gouvernement Harper l’abolition ou la réaffectation de 11 000 postes au sein de la Défense nationale. Ce ministère emploie 145 000 personnes, dont 68 000 sont des membres des Forces canadiennes.

« Nous sommes sérieux au sujet de notre avenir – et nous devons l’être –, nous devons accepter des changements importants qui nous permettront de réaffecter des milliers de personnes et de réallouer des milliards de dollars », affirme le lieutenant-général Andrew Leslie.

Entre autres choses, il propose de redéployer ou éliminer 3500 postes des forces armées qui sont jugés superflus; éliminer 3500 postes de fonctionnaires au sein du ministère de la Défense à Ottawa; réduire



PHOTO ANJA NIEDRINGHAUS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS
Dans son rapport, le lieutenant-général Andrew Leslie suggère au gouvernement Harper l’abolition ou la réaffectation de 11 000 postes au sein de la Défense nationale.

de moitié le nombre de réservistes à temps plein pour le porter à 4500; diminuer de 30 % la somme annuelle de 2,7 milliards que dépense le Ministère pour embaucher des consultants ou obtenir des services du secteur privé; et éliminer tous les doublons au sein du Ministère.

Selon le lieutenant-général Leslie, ces mesures permettront de dégraisser la bureaucratie au sein de la Défense nationale qui parfois mine l’efficacité des Forces canadiennes tout en entraînant des économies.

Selon le lieutenant-général Leslie, ces mesures permettront de réduire la bureaucratie au sein de la Défense nationale qui parfois mine l’efficacité des Forces canadiennes tout en

entraînant des économies annuelles d’un milliard de dollars si elles sont mises en œuvre.

Réduction des dépenses

La divulgation de ce rapport survient alors que le gouvernement Harper exige de tous les ministères des réductions de

à *La Presse* hier que le rapport du lieutenant-général ferait partie de l’examen des dépenses.

« Le gouvernement va passer au peigne fin toutes les dépenses pour identifier les économies qui peuvent être faites pour éliminer le déficit. Cela comprend aussi le ministère de la Défense. (...) Le Ministère va se servir du rapport en question et d’autres outils à sa disposition pour mieux cibler ses dépenses et faire des Forces la meilleure organisation possible », a affirmé M. Paxton dans un courriel.

Le colonel à la retraite Michel Drapeau a applaudi les conclusions du rapport Leslie, estimant qu’il y a longtemps que le ministère de la Défense aurait dû faire l’objet d’une cure de minceur.

Il a fait valoir que le quartier général de la Défense compte

environ 20 000 employés pour une armée de 68 000 soldats alors que le Pentagone emploie 23 000 personnes pour une armée de 1,5 million d’hommes.

« Cela n’a aucun sens. Le lieutenant-général Leslie a absolument raison. Le quartier général de la Défense est devenu une immense bureaucratie », a-t-il dit.

Durant la lutte contre le déficit dans les années 90, les libéraux ont réduit de manière draconienne le budget de la Défense. Mais au cours de la dernière décennie, le Ministère a vu son budget augmenter de manière substantielle. Aujourd’hui, il frise 18 milliards de dollars par année. Le gouvernement Harper a aussi annoncé des investissements de plusieurs milliards de dollars dans l’achat de nouveaux équipements militaires depuis son arrivée au pouvoir.

Garantie de prêt à Terre-Neuve pour la centrale du Bas-Churchill

Québec envisage de poursuivre Ottawa

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Québec réfléchit à poursuivre Ottawa pour contester sa garantie de prêt « déloyale » de 4,2 milliards à Terre-Neuve pour la centrale hydro-électrique du Bas-Churchill.

« Pour l’instant, on n’écarte aucune possibilité, que ce soit un recours juridique ou politique », a annoncé Pierre Moreau, ministre des Affaires intergouvernementales.

Ottawa a confirmé hier sa participation au projet en adoptant un protocole d’entente avec Terre-Neuve-et-Labrador. L’entente finale doit être signée d’ici au 30 novembre. Comme il s’y était engagé pendant la campagne électorale, le gouvernement Harper offrira une garantie de prêt de 4,2 milliards sur un projet de 6,2 milliards. L’argent servira à construire des câbles sous-marins pour acheminer

l’électricité de la centrale du Labrador à Terre-Neuve puis à la Nouvelle-Écosse.

Aucune subvention pour le Québec

Or, Québec n’a jamais reçu – et n’a pas non plus demandé – de subvention fédérale pour transporter son électricité. Cette subven-

« [Le gouvernement Harper] crée une compétition déloyale sur le marché international et il subventionne aussi les tarifs d’électricité à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse, sur le marché domestique. »

— Pierre Moreau, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec

tion a déjà été dénoncée unanimement par l’Assemblée nationale.

Seulement 40 % de l’électricité produite par la centrale est destinée au marché terre-neuvien. Le reste doit être vendu à la Nouvelle-Écosse (20 %) et au

reste du marché nord-américain (40 %), détaille M. Moreau.

« [Le gouvernement Harper] crée une compétition déloyale sur le marché international et il subventionne aussi les tarifs d’électricité à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse, sur le marché domestique. »

Le ministre estime que

tout n’est pas encore joué. Les détails de l’entente financière seront dévoilés dans les prochaines semaines. Terre-Neuve-et-Labrador a déjà estimé qu’elle économiserait ainsi 120 millions en versement d’intérêts.

M. Moreau attend de connaître ces modalités avant de prendre une décision. Il dit pouvoir compter sur l’appui d’autres provinces, dont l’Ontario.

Selon Sylvain Gaudreault, porte-parole du PQ en matière d’Énergie, cette garantie de prêt se compare à un des moments les plus marquants du dernier siècle de la politique canadienne.

C’est « ni plus, ni moins la réédition de “ la nuit des longs couteaux ” en plein jour », s’est-il indigné. Il assure que sa métaphore n’est pas trop forte. « Les enjeux d’énergie, ce sont les enjeux de l’avenir », explique-t-il.

En juillet, la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, avait consenti à un cadre énergétique canadien, lors d’une rencontre à Kananaskis, en Alberta. « À cause de cela, le gouvernement a perdu tout

son rapport de force », déplore M. Gaudreault.

Traitement équitable, assure Ottawa

Le bureau de Christian Paradis, lieutenant politique du Québec dans le gouvernement Harper, s’étonne de ces doléances. « Toutes les régions du pays sont traitées équitablement, comme nous l’avions promis », assure Pascale Boulay, attachée de presse du ministre Paradis.

Le gouvernement Harper a déjà annoncé qu’il financerait les projets d’infrastructures qui diminuent significativement les émissions de gaz à effet de serre. Celui du Bas-Churchill pourrait les réduire de 4,5 millions de tonnes par année, ce qui équivaldrait à retirer 3,2 millions de voitures des routes.

Le gouvernement Harper affirme que, si Québec dépose un projet, il sera évalué de façon équitable.



Établissement privé mixte offrant le cours secondaire complet





PLACES DISPONIBLES

2011-2012

- Projet éducatif UNIQUE en Arts & Communications avec deux profils: artistique et scientifique, surpassant les exigences ministérielles.
- Structure organisationnelle stimulante et encadrement rigoureux pour 250 élèves.
- Périodes de devoirs à l'école et mesures d'appoints INTÉGRÉES à l'horaire, nombreuses activités parascolaires et thématiques et voyages.



Pour en savoir plus : 514-287-1944

Collège Rachel

5030, rue Jeanne-Mance, Montréal (Québec) H2V 4J8

Téléphone : 514 287-1944 • Télécopieur : 514 287-7523

colliegerachel@qc.aira.com • www.collegerachel.qc.ca



Accessible par le train de banlieue (rive-nord) et 3 stations de métro

Lci, c'est toi qui comptes!

Coup de semonce des jeunes péquistes

La présidente de l'aile jeunesse du parti critique à son tour Pauline Marois

EXCLUSIF

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — L'appui de l'aile jeunesse du Parti québécois à Pauline Marois vacille. Questionnée au sujet du leadership de la chef, la présidente du Comité national des jeunes, Christine Normandin, a eu, d'emblée, une réponse lourde de sens : « Je ne demande pas la démission de M^{me} Marois présentement. »

Puis, elle a utilisé une autre formule, un peu moins forte, mais qui n'est pas de nature à rassurer la chef pour autant. « J'appuie M^{me} Marois présentement », a-t-elle dit, martelant chaque fois le mot « présentement ».

Elle explique qu'une majorité des membres de l'exécutif du Comité national des jeunes apporte « un appui inconditionnel » à Pauline Marois. Mais elle ne fait pas partie de ce groupe. « Je fais partie de ceux qui souhaitent que des modifications soient apportées au parti », a-t-elle indiqué. « Il y en a qui se posent des questions. On attend de voir quelles actions seront menées par le parti » pour rétablir la confiance à la suite des démissions fracassantes de cinq députés.

Selon M^{me} Normandin, « personne n'est contre M^{me} Marois », mais « certains prennent un peu de recul pour voir aller les choses. À la limite, c'est un peu du doute » qu'ils éprouvent sur le leadership de la chef du PQ. Elle ne sent pas pour le moment « une volonté que M^{me} Marois parte ». « Il y a un consensus, pour l'instant, pour le maintien de l'appui qu'on a donné à M^{me} Marois au congrès. Mais on sait en même temps qu'il y aura du travail à faire » pour que les jeunes restent derrière elle.

Bref, l'appui du Comité national des jeunes n'est plus aussi solide qu'au moment du congrès d'avril, où Pauline Marois a obtenu un vote de confiance de 93 %.

Christine Normandin a participé hier à une réunion du conseil exécutif national du



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Pauline Marois « a du travail à faire » pour garder la confiance des militants péquistes, estime la présidente de l'aile jeunesse du Parti québécois.

parti dont elle est membre d'office à titre de présidente de l'aile jeunesse. Elle devait y présenter des « pistes de réflexion sur la culture du parti ». Elle n'a pas voulu en dire davantage. « Ce ne sont pas des propositions qui devront être adoptées par

Normandin ont circulé cet été. La direction du PQ nie être derrière toute tentative en ce sens.

Le 9 juin, après la démission de Lisette Lapointe, de Louise Beaudoin, de Pierre Curzi et de Jean-Martin Aussant, Christine

« Je ne demande pas la démission de Mme Marois présentement. » — Christine Normandin

M^{me} Marois pour qu'on maintienne notre appui », a-t-elle tenu à préciser.

Lors de la précédente réunion du conseil exécutif en juin, alors que le PQ était en pleine crise, M^{me} Normandin a eu une altercation avec le directeur général du parti, Sylvain Tanguay. Des rumeurs de putsch contre M^{me}

Normandin a publié sur le blogue du Comité national des jeunes une lettre. Encore là, l'appui à M^{me} Marois n'était pas très solide. « La question qui tue : " Est-ce que je demande la démission de madame Marois ? " Non, mais je ne vous cacherais pas que j'ai espéré que le

fracassant vote de confiance à 93 % serve à consolider davantage une réciprocité de cette confiance. L'absence de latitude a d'ailleurs été une des doléances exprimées à l'encontre du cercle décisionnel du parti lors des derniers jours. Cependant, je ne crois pas avoir la légitimité de faire une telle demande ».

Au moins un représentant du Comité national des jeunes se rendra à l'assemblée du Nouveau Mouvement pour le Québec demain, mais pas Christine Normandin. « Il y a certaines propositions avec lesquelles je suis d'accord, comme l'idée de lancer des consultations citoyennes. Ce que je trouve le plus dommage, c'est que c'est doublé d'une attaque frontale contre le Parti québécois et ses militants », a-t-elle dit.



PHOTO FOURNIE PAR LE PQ

Christine Normandin, présidente des jeunes péquistes. Une nouvelle voix dissidente au Parti québécois.

Un président de circonscription claque la porte du PLQ

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les démissions fracassantes n'arrivent pas qu'au Parti québécois. La preuve: le président de l'association libérale de Jonquière, Alexis St-Gelais, a claqué la porte du PLQ récemment.

Cet étudiant de 21 ans a « perdu confiance en Jean Charest ». Il appelle les fédéralistes à s'inspirer des souverainistes et à fragmenter le PLQ en « partis multiples » pour représenter différents courants idéologiques.

Alexis St-Gelais a fait part de sa démission – présentée en juin – sur son blogue intitulé Détention de vote (detention-devote.wordpress.com). Ses formules sont sévères à propos de Jean Charest et du PLQ, où il militait activement depuis 2006.

« Il y a des limites à ce qu'on peut changer de l'intérieur, écrit-il. Depuis le printemps 2010, les divergences entre le

PLQ et moi se sont empilées. J'ai perdu confiance en Jean Charest. Je crois depuis le tout début qu'une commission d'enquête sur le monde de la construction est nécessaire. Je trouve le Plan Nord mal mené malgré son potentiel. Je ne vois pas où ce gouvernement veut emmener le Québec, maintenant qu'il a un mandat majoritaire. »

Certes, « à l'opposé du PQ, qui se décompose en public, le PLQ présente un front uni ». « Mais dans son obstination et sa vanité ("Nous ferons l'unité des Québécois"...), il ne fait que démontrer qu'il s'entête dans ses erreurs, ne se remet jamais en question, se croit au-dessus de tout, même

quand le monde s'effondre autour de lui. »

En entrevue à *La Presse*, il en a remis une couche. « Jean Charest n'a plus la crédibilité qu'il faut pour être le porte-parole du gouvernement devant l'opinion publique. Les gens ne l'écoutent plus. »

Sur son blogue, il note qu'un « climat de méfiance » s'est installé « entre et envers

à plusieurs rassemblements du PLQ, dont le conseil général de novembre dernier. Il « regrette encore aujourd'hui » de ne pas s'être levé pour appuyer la résolution d'un militant réclamant la tenue d'une enquête publique sur la construction, ce qui aurait au moins permis un débat au sein du PLQ.

Cet « orphelin politique » se décrit comme « fédéraliste,

politiquement ». Sa solution : « mettre fin au système de coalitions bipartisan » et fragmenter le PLQ. « Le bloc souverainiste est déjà en train, peu à peu, d'évoluer et de se fragmenter en partis multiples qui, bien que tous soient en faveur de l'indépendance, adoptent des orientations socio-économiques distinctes. Pourquoi le bloc fédéraliste ne devrait-il pas suivre cet exemple? C'est une voie saine pour notre démocratie, trop longtemps prisonnière de l'exclusive question nationale », plaide-t-il.

Le directeur des communications du PLQ, Michel Rochette, trouve « dommage » le départ de M. St-Gelais, mais souligne que son mandat arrivait à terme et que tous les autres membres de l'exécutif de Jonquière sont restés en poste. « On ne l'a jamais muselé. Et il ne nous a jamais fait part de sa réflexion », a-t-il indiqué.

« Jean Charest n'a plus la crédibilité qu'il faut pour être le porte-parole du gouvernement devant l'opinion publique. Les gens ne l'écoutent plus. »

— Alexis St-Gelais, ex-président de l'association libérale de Jonquière

INVENTEZ VOTRE JOURNÉE AVEC NOUS

cet été

AU LOEWS

Des prix rafraîchissants les dimanches et lundis

139\$* par nuit en occupation double

* Selon disponibilité au moment de la réservation. Taxes en sus.

LOEWS HÔTEL LE CONCORDE QUÉBEC

Réservation : 1 800 463-5256
www.loewsquebeccity.com

Vous avez plus de 40 ans
et vous vous adaptez mal
à vos lunettes double foyer

Optez pour le LASER BLENDED VISION
de Zeiss (sans lame Visumax)

FocusVision
Clinique de chirurgie visuelle

Dr. Michel Podteteney
Près de 20 ans d'expérience

514.750.2001
www.focusvision.ca

1 Place du Commerce, Bureau 435, Île-des-Soeurs, H3E 1A2

QUÉBEC À L'HEURE DE LA FRAGMENTATION

L'ÉTAT DES FORCES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pendant une trentaine d'années, les Québécois ont respecté, à l'exception du bref épisode du gouvernement minoritaire de Jean Charest (2007-2008), l'alternance entre libéraux et péquistes dans un univers politique bipartite laissant peu d'espace à de nouveaux partis. Depuis quelques mois, toutefois, on sent du mouvement, ou des signes de mouvement, sur les plaques tectoniques politiques québécoises qui, soudainement, ne semblent plus aussi figées. Les raisons expliquant ces soubresauts sont multiples: perte de confiance envers le gouvernement libéral, crise interne au Parti québécois, affaissement de l'ADQ, performance remarquée d'Amir Khadir de Québec solidaire, poussée virtuelle d'une solution de rechange proposée par François Legault. La redistribution, la fragmentation même, des forces en puissance à l'Assemblée nationale au cours des derniers mois et les autres mouvements possibles cet automne sur la scène politique démontrent bien la fragilité de la traditionnelle répartition 80-45 entre deux partis immuables. À l'approche d'une rentrée parlementaire chargée, où en sont les partis et que leur réserve l'automne ? **Vincent Marissal trace le portrait de la situation.**

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC*

*ce parti forme le gouvernement

65
DÉPUTÉS



Jean Charest,
Premier ministre
(Sherbrooke)

Contrairement à leurs adversaires péquistes, les libéraux sont disciplinés et font preuve d'une unité peu commune en politique, même dans les pires moments, ce qui explique en grande partie que Jean Charest soit encore si bien en selle et qu'aucun prétendant n'ose montrer le bout de son nez. Depuis les élections de décembre 2008, Jean Charest n'a perdu qu'un seul député (Tony Tomassi, chassé du cabinet et du caucus pour une affaire éthique). Malgré des moments difficiles, aucun député ne menace ou n'a menacé de quitter le navire. Au sein de l'électorat, le taux de satisfaction envers le gouvernement Charest demeure très faible, mais le PLQ a repris du poil de la bête dans les intentions de vote ce printemps en raison des problèmes internes du PQ. Les libéraux restent toutefois faibles chez les francophones et l'ombre d'un éventuel parti de François Legault menace la fragile remontée du parti de Jean Charest.

PARTI QUÉBÉCOIS

46
DÉPUTÉS



Pauline Marois,
Chef de l'opposition officielle
(Charlevoix)

Depuis les élections, Pauline Marois a perdu six députés (cinq démissionnaires – Louise Beaudoin, Pierre Curzi, Lisette Lapointe, Jean-Martin Aussant et Benoît Charette – et un expulsé du caucus (René Gauvreau) en raison d'une enquête visant son ex-attaché politique). Un gros morceau du caucus péquiste, François Legault, a démissionné en juin 2009, tournant le dos à la souveraineté et il pourrait maintenant lancer son propre parti. Les problèmes de M^{me} Marois ne sont peut-être pas terminés parce qu'on sent du mou dans les troupes, ébranlées par les démissions et la création de nouvelles factions souverainistes à l'extérieur du PQ. Plusieurs députés ont exigé des changements au fonctionnement du PQ ou remettent en question l'approche de « gouvernance souverainiste » de M^{me} Marois.

INDÉPENDANTS

9
DÉPUTÉS



Jean-Martin Aussant
(Nicolet-Yamaska)



Louise Beaudoin
(Rosemont)



Éric Caire
(La Peltrie)



Benoît Charette
(Deux-Montagnes)



Pierre Curzi
(Borduas)



René Gauvreau
(Groulx)



Lisette Lapointe
(Crémazie)



Marc Picard
(Chutes-de-la-Chaudière)



Tony Tomassi
(LaFontaine)

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

4
DÉPUTÉS



Gérard Deltell
(Chauveau)

Aux élections de décembre 2008, l'ADQ est passée d'opposition officielle avec 39 députés à troisième parti avec seulement 7 élus. Mario Dumont est parti, deux autres députés siègent maintenant comme indépendant, ce qui ne laisse que quatre députés à l'ADQ. L'avenir de l'ADQ est maintenant intimement lié à celui de... François Legault, qui devrait lancer son parti sous peu. Ou l'ADQ se dissout dans le nouveau parti de M. Legault ou elle tente de faire campagne seule, courant le risque de diviser les votes de centre droit dans les quelques circonscriptions où elle jouit d'un certain soutien.

QUÉBEC SOLIDAIRE

1
DÉPUTÉ



Amir Khadir
(Mercier)

La popularité d'Amir Khadir, seul député de QS à l'Assemblée nationale, rejaillit sur son parti, qui a gagné des points dans les intentions de vote, mais pas assez pour espérer une récolte significative de sièges. Seul parti résolument à gauche, QS pourrait profiter de la congestion à droite et des problèmes du PQ. Le meilleur allié de QS pour le moment, c'est le désabusement de l'électorat envers les partis traditionnels.

PHOTOS LA PRESSE, LA TRIBUNE, ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

MOUVEMENT, COALITION, PARTIS...

COALITION POUR L'AVENIR DU QUÉBEC

Le groupe de François Legault recrute du nouveau personnel, étudie des candidatures et ramasse (un peu) d'argent. Après avoir consulté, discuté, préparé et présenté ses priorités, M. Legault arrive à la croisée des chemins: former ou non un nouveau parti. Selon toute vraisemblance, c'est ce qu'il fera dans les prochains mois, peut-être avant si Jean Charest devait décider de forcer des élections cet automne. Jouissant d'un fort capital de sympathie dans les sondages, François Legault courtise à la fois les souverainistes résignés au statu quo, les anciens adéquistes déçus, les libéraux démobilisés et les électeurs à la recherche du « changement ».

NOUVEAU MOUVEMENT POUR LE QUÉBEC

Ce n'est pas encore un parti, et cela ne le deviendra peut-être jamais, mais le Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ) fondé par des souverainistes est un sérieux pavé dans la mare du PQ. Qu'il demeure un regroupement de dissidents actifs ou qu'il se constitue en nouveau parti, le NMQ ne peut que faire mal au PQ.

OPTION QUÉBEC

Le député Jean-Martin Aussant a fait enregistrer ce nom de parti au cas où... Autre mauvaise nouvelle pour Pauline Marois. Parti québécois, Québec solidaire, Nouveau Mouvement pour le Québec et Option Québec, ça fait quatre partis ou groupes politiques dans la plate-bande souverainiste.

Fraîcheur
Qualité
Diversité

La Semaine québécoise
des Marchés publics
du 20 au 28 août 2011

L'Autre
Marché Angus
2600, rue
William-Tremblay

Marché
Jean-Talon
7070, Henri-Julien

Marché
Atwater
138, avenue Atwater

Des activités sur plus de
60 marchés à travers
le Québec
www.ampq.ca

Une initiative de :
Association
des Marchés publics
du Québec

En collaboration avec :
UPA
L'Union des
producteurs
agricoles

Québec
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Toujours le bon choix!

1843-1849 MONTRÉAL, CAPITALE FÉDÉRALE



L'incendie du parlement à Montréal par Joseph Légaré.

ILLUSTRATION FOURNIE PAR LE MUSÉE McCORD



Montréal a été le berceau de la démocratie au Canada, mais ne s'en souvient pas. Des fouilles archéologiques, les plus importantes des 20 dernières années dans la métropole, ont permis de retracer ce pan d'histoire oubliée et de déterrer les premiers objets, que La Presse a pu contempler. Ils racontent à leur façon la brève histoire du premier Parlement du Canada-Uni, pendant les six ans où Montréal a eu droit au titre de capitale.



KARIM BENESSAIEH

Des lunettes peut-être oubliées par un député pressé de sortir d'un édifice en flammes. De nombreuses petites bouteilles de bière en terre cuite, qui rappellent que politique et repas arrosés faisaient déjà

bon ménage. Des récipients de cire à chaussure, de la menu monnaie: les premiers objets étonnamment bien préservés extraits par les archéologues du musée Pointe-à-Callière sur la place D'Youville, dans le Vieux-Montréal, tracent un portrait familier de nos politiciens il y a plus d'un siècle et demi.

C'est à cet endroit, que de 1843 à 1849, Montréal a été la capitale du Canada, avant qu'un incendie déclenché par des anglophones en furie ne lui fasse perdre ce titre. Avec un budget de 1,2 million et une équipe d'une douzaine d'archéologues de la firme Ethnoscop, le musée Pointe-à-Callière a entrepris en juin dernier de déterrer ce pan inestimable de l'histoire de Montréal. Le stationnement qui avait remplacé le parlement dans les années 20 a laissé la place à des trous profonds, des échafaudages et une véritable fourmilière pour extraire la terre et les objets retrouvés.

Louise Pothier, archéologue au musée Pointe-à-Callière, en convient en riant: «On n'a pas retrouvé le masque de Toutânkhamon! Mais on a découvert un site extrêmement important, emblématique. C'est un beau chantier, et on anticipe des découvertes encore plus importantes dans les semaines qui viennent.»

Un marché prospère, un Parlement vivant

Les objets permettent de constater que le parlement – essentiellement le pavillon central, puisque les deux grandes salles n'ont pas été exhumées – était

également un milieu de vie. «On n'y menait pas que des activités de bureau, dit M^{me} Pothier. Il y avait aussi une activité sociale et domestique.» Le nombre élevé de bouteilles de bière, «ça nous a un peu surpris, dit M^{me} Pothier. Elles étaient en plus en très bon état.» Les bouteilles qui ont contenu de la cire à chaussure, ce sont des «clins d'œil» qui donnent un aperçu des habitudes de l'époque. On a retrouvé des services à thé, des ustensiles, des billes. Et beaucoup de pièces de monnaie, de pesées et d'esses pour accrocher la viande, témoins des activités premières du marché Sainte-Anne.

Tels des Sherlock Holmes, les archéologues ont d'ailleurs tiré une conclusion lumineuse d'autres trouvailles: de nombreux ossements d'animaux, essentiellement des porcs, des poulets et des bœufs. «Il s'agissait d'animaux jeunes, donc plus coûteux, ce qui nous donne une indication sur l'aisance financière des gens qui fréquentaient ce marché. C'était un marché prospère, fréquenté par des clients prospères.»

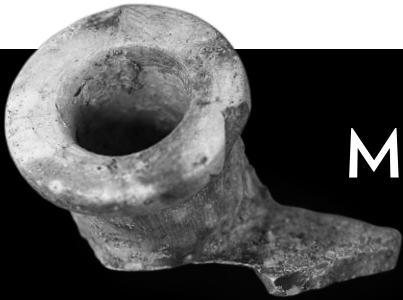
Mais la découverte «la plus excitante» a été faite dans ce que les archéologues ont baptisé la couche d'incendie, soit une mince bande qui a cristallisé les événements du 25 avril 1849, à 21 h 40, telle une capsule temporelle. Une simple paire de lunettes, bien préservées, découvertes parmi d'autres décombres. «Nous, les archéologues, nous aimons bien nous raconter des histoires, dit Louise Pothier. C'est peut-être un député qui a échappé ses lunettes en sortant en catastrophe de l'édifice en flammes.»

Une place redevenue publique

Les amateurs de mystère seront déçus, on n'a retrouvé aucun document explosif, aucun manuscrit secret ou l'original d'un projet de loi signé par le gouverneur général. C'est que la gigantesque bibliothèque située à l'intérieur du parlement, avec plus de 25 000 volumes et quantités d'archives, a presque complètement brûlé —ce que l'historien François-Xavier Garneau appellera avec inspiration «notre désastre d'Alexandrie». À peine 200 documents ont été sauvés des flammes, ainsi qu'un portrait de la reine Victoria, aujourd'hui accroché au Sénat.

Les fouilles se termineront fin octobre. Le musée Pointe-à-Callière compte alors offrir au public à court terme un résumé du projet, dans une forme simple qui reste encore à définir. À plus long terme, on souhaite mettre sur pied une exposition plus ambitieuse, avec les objets trouvés sur le site et d'autres qui ont été sauvés en 1849. «Le potentiel de ce chantier est énorme, souligne M^{me} Pothier. On remet sur la place publique un pan d'histoire peu connu des Montréalais, on redécouvre notre histoire, qui est plus riche qu'on ne le croyait.»

L'ancien stationnement devenu chantier archéologique sera quant à lui recouvert, pour protéger les vestiges, et converti en espace vert par la Ville de Montréal. Cette fois, pas question de le laisser retomber dans l'oubli: des plaques commémoratives raconteront désormais aux passants l'histoire des lieux.



MONTRÉAL, UNE BRÈVE CAPITALE

1832

Construction de l'édifice qui abritera le marché Sainte-Anne, sur l'actuelle portion ouest de la place D'Youville, à Montréal.

1837-1838

Des rébellions, dont Louis-Joseph Papineau et William Lyon Mackenzie sont les figures de proue, tentent de libérer la colonie du joug de Londres. La répression, sanglante, fera quelque 300 morts tandis que 12 patriotes sont pendus.

1840

Adoption de l'Acte d'Union, qui fusionne les provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada en une seule entité, le Canada-Uni ou Province du Canada. Kingston, dans le Canada-Ouest, hérite du titre de capitale.

1843

Montréal devient la capitale du Canada-Uni, Kingston étant jugé stratégiquement trop proche des États-Unis et sans attrait. Le

parlement s'installe dans l'édifice du marché Sainte-Anne, rénové pour l'occasion.

11 mars 1848

Louis-Hippolyte La Fontaine, chef de la majorité réformiste – opposés aux ultraconservateurs tories – devient premier ministre. Le retour du bilinguisme et l'instauration d'un gouvernement responsable seront ses deux réformes majeures.

1843-1849 MONTRÉAL, CAPITALE FÉDÉRALE



Les archéologues du musée Pointe-à-Callière ont déterré une foule de petits objets, comme des lunettes et des bouteilles de bière, dans les ruines du parlement de Montréal et anticipent des découvertes encore plus intéressantes dans les semaines qui viennent.

DURS À ASSIMILER, CES CANADIENS FRANÇAIS



KARIM BENESSAIEH

En 1844, la nouvelle législature, composée de 84 élus et 24 personnalités désignées, est entièrement dominée par le gouverneur général. C’est lui qui nomme les ministres au sein du conseil exécutif, qui ne reflète pas le résultat des élections.

Tout change en 1848.

En quatre ans, au lieu d’être assimilés comme le prônait le rapport Durham, les députés canadiens-français s’organisent et arrivent à s’imposer, malgré leur faible nombre. En mars 1848, l’Assemblée retire sa confiance aux ministres nommés par le gouverneur, qui sera obligé de confier les rênes du pouvoir à la majorité réformiste, menée par Louis-Hippolyte La Fontaine. Pour la première fois au Canada, la majorité parlementaire est au pouvoir, et la voie vers l’instauration d’un gouvernement responsable – élu, qui doit rendre des comptes à l’Assemblée législative et y siéger – est ouverte.

C’est cependant à cause d’un tout autre projet de loi, celui qui offrait des compensations aux victimes de la répression des soulèvements de 1837-1838, que la marmite saute. Ulcérée par ce qu’elle interprète comme une récompense aux Canadiens français rebelles, une frange importante des Canadiens anglais part en croisade contre le «bill des indemnités». Un des leaders de la contestation, Allan MacNab, a cette déclaration savoureuse dans le *Journal de Québec*, telle que la rapporte l’historien Gaston Deschênes: «L’Union a complètement manqué son but. Elle fut créée pour l’unique motif d’assujettir les Canadiens français à la domination anglaise. Le contraire en est résulté.»

Le soir du 25 avril 1848, un groupe de quelque 1500 émeutiers, rassemblés par le quotidien *The Gazette*, marche sur le parlement dans lequel siègent encore les élus, et y mettent le feu. Montréal perd son statut de capitale deux semaines plus tard, au profit de ses deux rivales Toronto et Québec, jusqu’à ce que la reine Victoria choisisse Ottawa en 1857.

Quant à l’édifice, il sera reconstruit deux ans plus tard pour redevenir un marché. Il sera détruit à nouveau en 1901 et deviendra, au tournant des années 20, un stationnement.

UNE CAPITALE DANS UNE ÉPOQUE TOURMENTÉE



KARIM BENESSAIEH

Pour l’auteur et essayiste John Ralston Saul, le Canada moderne est né dans un édifice néo-classique de deux étages, à Montréal, en 1848. «Il est devenu le premier Parlement démocratique à l’extérieur de la Grande-Bretagne, dans l’Empire britannique, a-t-il expliqué dans une entrevue au réseau CBC, la semaine dernière. La Fontaine a été le premier vrai premier ministre démocratique du Canada, Baldwin est le numéro deux. Une alliance de francophones et d’anglophones. Le premier discours du Trône donné dans les deux langues par Lord Elgin.»

Cet édifice, estime-t-il, est un endroit «fascinant». Mais voilà, il n’en reste aucune trace visible. «Si vous ne le savez pas, vous devez chercher longtemps. Ça m’a pris des années pour établir à peu près à quel endroit était ce parlement. Et il est apparu que ce stationnement était l’endroit où le Canada est devenu une démocratie, et ce n’était même pas précisé par une plaque ou une indication.»

Si l’endroit est fascinant, son histoire est un condensé en près de deux décennies des événements qui ont marqué au fer rouge la naissance du pays. Les années 30 et 40, au XIX^e siècle, sont turbulentes, marquées par des tensions sociales et linguistiques, ainsi que par des velléités d’affranchissement à l’égard de la Grande-Bretagne. Elles culmineront avec les rébellions de 1837-1838, qui seront écrasées au terme d’une répression qui fera quelque 300 morts.

Kingston, morne capitale

En 1839, John George Lambton, dit Lord Durham, publie son célèbre rapport et conclut que la rébellion est née essentiellement d’un conflit ethnique. Il recommande carrément l’assimilation des Canadiens français. Dans cette perspective, Londres adopte l’Acte d’Union en 1840, qui fusionne les deux provinces du Bas et du Haut-Canada en une seule, la Province du Canada ou Canada-Uni. En 1841, Kingston devient la capitale provisoire de la nouvelle colonie, titre qu’elle perd en 1843 au profit de Montréal. Des historiens rapportent par ailleurs sans rire que la ville était trop morne, sans attrait pour les politiciens qui s’y réunissaient.

Ce n’était manifestement pas le cas de la nouvelle capitale, Montréal, plaque tournante du commerce, du transport et de la culture au Canada à l’époque.



PHOTOS ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE



1849

Une année de troubles, «l’année de la terreur» selon Édouard-Zotique Massicotte. Une loi amnistiant tous les insurgés de 1837-1838 est adoptée le 1^{er} février. Le 13 février, La Fontaine propose d’indemniser toutes les victimes de la répression au Bas-Canada. La loi doit être adoptée le 25 avril suivant, suscitant la fureur des anglophones de Montréal.

25 avril 1849

Incendie de l’édifice du parlement à Montréal, «notre désastre d’Alexandrie», selon l’historien François-Xavier Garneau. Plus de 1500 émeutiers, rassemblés au Champ-de-Mars à l’initiative du journal *The Gazette*, se ruent sur le parlement pendant que siègent les élus, défoncent les portes et saccagent l’intérieur.

25 avril 1849

Autour de 21 h 40. Un des meneurs, Alfred Perry, capitaine des pompiers (!), affirme avoir mis le feu en lançant une brique sur un lampadaire au gaz. Selon une autre version, des émeutiers auraient lancé des torches de l’extérieur. Ils empêchent ensuite les pompiers de lutter contre l’incendie. Des quelque 25 000 livres que compte la bibliothèque, à peine 200 seront sauvés.

9 mai 1849

Montréal perd son titre de capitale du Canada-Uni, au profit de Québec et Toronto, qui se le partageront tous les quatre ans.

En 1857

La reine Victoria tranche en faveur d’Ottawa qui devient alors capitale.

1951

Reconstruction du marché Sainte-Anne, auquel on ajoutera des étalages de poisson. Le marché sera détruit en 1901 et deviendra un banal stationnement dans les années 20.

ACTUALITÉS

Ottawa serre la vis aux centrales au charbon

LA PRESSE CANADIENNE

ESTEVAN, Saskatchewan — Le ministre fédéral de l’Environnement, Peter Kent, a révélé hier les grandes lignes du règlement proposé par Ottawa pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des centrales électriques au charbon.

Les groupes environnementaux ont déclaré que le règlement constituait un premier pas dans la bonne direction, mais que ce n’était pas suffisant pour atteindre les objectifs en matière de réduction des émissions.

M. Kent a profité d’une visite à la centrale Boundary Dam à Estevan, en Saskatchewan, pour annoncer que le règlement, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2015, comprendrait des normes de rendement pour les nouvelles centrales au charbon et celles qui désirent prolonger leur durée de vie utile. Toutefois, les centrales qui seront déjà en service avant 2015 pourront fonctionner sans aucune restriction jusqu’à leur fermeture.

Le ministre a défendu la décision du gouvernement de se concentrer sur les nouvelles installations en faisant valoir que les deux tiers des centrales au charbon du Canada approchaient de la retraite.

Les normes seront établies en fonction des niveaux d’émission des centrales au gaz naturel. Le gouvernement souhaite aussi promouvoir le remplacement des vieilles centrales au charbon et favoriser les investissements dans les énergies plus propres.

Selon Ottawa, ce règlement combiné à d’autres mesures devrait permettre de réduire les émissions liées à la production d’électricité de 31 mégatonnes d’ici 2020.

Les écolos insatisfaits

Les groupes environnementaux ont exprimé quelques inquiétudes par rapport au règlement proposé.

Le Pembina Institute avait déjà informé Environnement Canada en novembre dernier qu’il était heureux que le gouvernement fédéral se soit engagé à mettre un terme à la production d’électricité au charbon.

Mais l’organisme a affirmé hier que les normes établies en fonction des centrales au gaz naturel n’étaient pas « suffisamment sévères » et qu’elles n’allaient pas assez loin pour espérer un jour éliminer complètement les émissions de gaz à effet de serre.

Tim Weis, directeur de la division des énergies renouvelables et des politiques d’efficacité du Pembina Institute, a fait valoir que le règlement n’aurait aucun effet à court terme sur la majorité des centrales au charbon, alors qu’il faudrait que des mesures soient prises maintenant.

L’an dernier, Ottawa avait indiqué que 13 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre du pays provenaient des centrales électriques au charbon. Il en existe seulement 51 au Canada et 33 d’entre elles auront atteint la fin de leur vie utile d’ici 2025. Jim Prentice, qui était ministre de l’Environnement à l’époque, a indiqué que 19 de ces 33 centrales

ne respectaient pas les nouvelles normes proposées.

Peter Kent a souligné que le règlement tenait compte du fait que plusieurs centrales électriques devraient être remplacées sous peu. « Nous agissons maintenant afin de nous assurer que les compagnies

comprendront aujourd’hui les règles qui affecteront les nouveaux investissements qu’elles auront à faire demain », a-t-il déclaré.

Mais le cas d’une centrale au charbon du nord de l’Alberta, qui aurait délibérément hâté la mise en œuvre d’un

projet pour éviter d’être assujettie au nouveau règlement, soulève déjà des questions.

Plus tôt cet été, l’Alberta Utilities Commission a accordé une approbation provisoire à Maxim Power, une entreprise basée à Calgary, pour l’agrandissement de sa centrale au

charbon située près de sa mine de Grande Cache, en Alberta.

Conformément aux accords de Copenhague, le Canada s’est engagé à réduire d’ici 2020 ses émissions de gaz à effet de serre de 17 % par rapport aux niveaux de 2005.

NOUVELLES MARQUES À LA BAIE

SOLDE D'AUTOMNE

25% de rabais sur une sélection de jeans **EDIT BY JEANNE BEKER**

30% de rabais sur une sélection de chaussures pour femme à l'achat de 3 paires ou plus, **G BY GUESS, SAM & LIBBY** et autres

30% sur les chaussures **BOSTONIAN, CLARKS** et **ROCKPORT** pour homme¹

25% de rabais sur les sacs à main et les portefeuilles **STEVE MADDEN, JESSICA SIMPSON** et autres pour femme

30% de rabais sur la literie coordonnée **MEXX**
Profitez-en pour redécorer votre chambre!

À l'achat de 36,50\$ ou plus de produits **ESTÉE LAUDER**, obtenez une prime d'une valeur de plus de 90\$².

CE WEEK-END SEULEMENT!
Du vendredi 19 au dimanche 21 août

Enveloppez-vous de douceur!
25% de rabais sur tous les pulls en cachemire **LORD & TAYLOR**

Avec tout achat de 75\$ ou plus, obtenez une **CARTE-RABAIS** de 25\$³.

De plus, profitez d'un **RABAIS ADDITIONNEL DE 15%** sur les jeans, les sacs à dos et les bagages lorsque vous utilisez votre carte MasterCard^{MD} HBC⁺ ou votre carte de crédit HBC⁴.

En vigueur jusqu'au 25 août, à moins d'indication contraire. Sur nos prix ordinaires. Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. 1. Exceptions : Originals et Wave de Clarks. 2. Tant qu'il y en aura. Une prime par personne. 3. Applicable à votre prochain achat de 100\$ ou plus (avant taxes) à la Baie. Valide du 19 août au 1^{er} septembre 2011. Une carte par transaction. Non applicable aux achats de produits de beauté ou de parfums. Ne peut être combiné avec aucune autre offre. 4. Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. ^{MD}Marque déposée de MasterCard international incorporated, utilisée sous licence. ⁺Marque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

NOUVEAUTÉS AUTOMNALES

FOSSIL, VERO MODA, VINCE CAMUTO

EN BREF

Fusillade dans une boutique érotique : un suspect arrêté

La police de Montréal a arrêté un suspect hier soir en lien avec la fusillade qui a fait un blessé grave dans une boutique de lingerie érotique à Montréal-Nord mercredi. Le suspect de 31 ans a été appréhendé vers 19 h 15 sur le boulevard Décarie, à Côte-des-Neiges. Mercredi matin, un individu est entré dans la boutique Chery's Lingerie, sur le boulevard Henri-Bourassa, et a ouvert le feu à plusieurs reprises. Un homme de 33 ans qui se trouvait à l'intérieur du commerce avec une employée a été blessé. Le tireur s'est enfui à pied. L'employée a quant à elle subi un choc nerveux. Ouverte depuis janvier 2011, la boutique se targue de vendre de la lingerie « unique, sexy et originale », ainsi que des vêtements de danse et des chaussures plate-forme.

— Vincent Larouche

labaie.com

la Baie

PONT MERCIER

Une voie de plus dès septembre

BRUNO BISSON

Les travaux de réhabilitation effectués sur les structures métalliques du pont Honoré-Mercier vont permettre la réouverture d'une voie de circulation pour la rentrée scolaire sur la structure amont du pont, entre Montréal et la Rive-Sud.

Le ministre des Transports du Québec, Sam Hamad, a expliqué hier que les travaux de réhabilitation complets de cet ouvrage se poursuivront jusqu'en décembre, mais qu'ils étaient assez avancés pour qu'on puisse rouvrir une voie sur deux, et qu'on y permette la circulation des véhicules lourds.

L'estacade du pont Champlain sera aussi ouverte, mais seulement pour les véhicules d'urgence et les dizaines d'autobus qui circulent à vide durant les heures de pointe entre Montréal et la Rive-Sud pour retourner à leurs points de départ.

Le mardi 6 septembre, le pont Honoré-Mercier comptera donc trois voies ouvertes sur quatre, en permanence. En période de pointe, deux voies seront disponibles dans la direction la plus fréquentée et une voie sera ouverte dans le sens contraire.

La disponibilité de cette voie de circulation devrait permettre de réduire les énormes embouteillages qui se forment tous les jours aux approches du pont Champlain. Ils ont lieu, tous les matins, en direction de la Rive-Sud, et tous les après-midi, en direction de l'île de Montréal, depuis que le ministère des Transports du Québec (MTQ) a fermé la



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Le pont Honoré-Mercier (en juin dernier sur la photo) se compose de deux ponts construits en parallèle et qui sont empruntés chaque jour, en temps normal, par 80 000 véhicules.

moitié du pont Mercier à toute circulation, pour des raisons de sécurité, le 14 juin dernier.

Malgré la réouverture partielle annoncée d'ici le 6 septembre, les mesures mises en place depuis juin dernier pour améliorer la circulation vont rester en vigueur. L'Agence métropolitaine de transport, à titre d'exemple, va continuer d'offrir trois départs de plus par jour, dans chaque direction, de son train de banlieue Cadiac-Montréal.

Fermé depuis le 14 juin

Le pont Honoré-Mercier se compose, en fait, de deux ponts construits en parallèle et qui sont empruntés chaque jour, en temps normal, par 80 000 véhicules. Le pont aval conduit de la Rive-Sud vers Montréal. Il a été inauguré au début des années 60. Il n'est

pas touché par les travaux de réparation en cours.

Le pont amont compte deux voies de circulation et mène de Montréal vers Châteauguay, en banlieue sud-ouest. Il a été

situées à la jonction de plusieurs membrures, dans ce type d'ouvrage, sont des éléments essentiels à la stabilité du pont.

Selon un rapport sur l'état

Le mardi 6 septembre, le pont Honoré-Mercier comptera donc trois voies ouvertes sur quatre, en permanence.

inauguré au début des années 30 et relève du MTQ, entre l'île de Montréal et la voie maritime du Saint-Laurent.

C'est dans cette partie du pont que des travaux d'entretien et d'inspection ont révélé un risque pour la sécurité des usagers, en raison de l'état de détérioration de 10 plaques de gousset dans la structure du pont. Ces plaques d'acier,

d'avancement des travaux du pont Mercier, qui a été rendu public hier par le MTQ, 5 de ces 10 goussets ont été renforcés ou remplacés depuis juin dernier.

42 éléments jugés prioritaires

Le rapport produit par la firme d'ingénieurs Dessau révèle par ailleurs que les travaux de réhabilitation ne sont

pas limités à ces 10 goussets. Pas moins de 346 éléments structuraux du pont ont fait l'objet de signalements en raison de dommages, lors d'inspections menées au cours des derniers mois.

Parmi eux, 42 éléments, dont 31 goussets, ont été jugés « prioritaires » par les consultants du MTQ, avant la réouverture du pont aux automobiles. Trois poutres transversales (entretroise) en acier et huit membrures, dans la structure du pont, font aussi partie des travaux les plus urgents à effectuer.

Selon le rapport, 9 autres goussets et 109 poutres latérales (longerons) du côté extérieur de ce pont doivent aussi faire l'objet d'une intervention immédiate, avant qu'on puisse rétablir la circulation pour tous les véhicules sur les deux voies de circulation vers la Rive-Sud.

Deux goussets et 29 poutres (membrures) dans la structure d'acier de ce pont devront aussi faire l'objet de réparations d'ici un à cinq ans.

En vertu de l'état d'avancement des travaux, les deux voies de circulation fermées depuis le mois de juin dernier auraient pu être rouvertes à la circulation pour la rentrée. Mais il aurait été impossible d'autoriser le passage des camions.

Pour permettre la circulation des camions, dans l'état actuel du pont, une des deux voies de circulation devra rester fermée, au moins jusqu'en décembre.

Le ministre des Transports, Sam Hamad, a précisé que le gouvernement avait choisi ce scénario, en raison de l'importance des activités de camionnage pour la santé de l'économie.

Moins de chantiers pour la rentrée

Le maire Tremblay entend faciliter la vie des automobilistes



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

2011 est, selon Gérald Tremblay, une année « exceptionnelle » où de nombreux chantiers bloquent la circulation partout en ville.

KARIM BENESEAIEH

Une dizaine de chantiers reportés, des feux de circulation synchronisés, le transport en commun amélioré et l'information accessible: tel est le cocktail de mesures présentées par le maire Gérald Tremblay pour faciliter la vie des automobilistes à la rentrée.

Il s'agit d'une année « exceptionnelle », a convenu le maire de Montréal en point de presse hier, alors que d'importants chantiers bloquent la circulation partout en ville. « Turcot, le pont Mercier, l'autoroute Bonaventure, le pont Champlain, le tunnel La Fontaine, on en parle tous les jours. C'est la première fois qu'on est dans une telle situation. C'est pourquoi nous mettons en place des mesures très concrètes, à court terme, pour faciliter la circulation. » La fluidité du réseau, a-t-il précisé, a un impact « économique et social important ».

Travaux en « mode accéléré »

Parmi les chantiers reportés à cet automne, mentionnons l'aménagement de la piste cyclable sur le boulevard De Maisonneuve, à proximité du pont Jacques-Cartier.

Dans l'arrondissement Saint-Laurent, les importants travaux de réfection d'aqueduc sur le boulevard Lachapelle sont reportés à 2012. La bretelle Saint-Jacques de l'échangeur Turcot sera ouverte juste à temps pour la rentrée, le 6 septembre. Les travaux de pavage de la rue Sherbrooke Est, entre Honoré-Beaugrand et Baldwin, sont reportés à l'automne.

D'autres chantiers, comme celui à l'angle des rues Saint-Urbain et Saint-Joseph, seront terminés plus rapidement, au grand bonheur des automobilistes du Plateau-Mont-Royal.

« Nous devons nous concentrer sur les travaux essentiels », a résumé le maire, qui estime que ces modifications à la planification des chantiers n'engendreront pas d'économies.

Quant à la synchronisation des feux de circulation, elle sera étendue aux boulevards René-Lévesque, Crémazie et Sherbrooke Est, mais seulement en 2012. Pour la rentrée, la seule modification notable concernera les deux systèmes de feux à l'approche du pont Jacques-Cartier. « Ils resteront verts plus longtemps », a simplement précisé le maire.

Le maire assure que l'information concernant les travaux, leur localisation et les horaires, ainsi que les secteurs à éviter serait facilement accessible.

La Société de transport de Montréal a également profité de l'occasion pour présenter les améliorations à son réseau, dont la plupart ont déjà été annoncées cet été. Quatre-vingt-quatre départs ont été ajoutés pour l'ouest de l'île, deux rames de métro sont venues rejoindre les 29 déjà existantes sur la ligne orange et des wagons ont été réaménagés pour transporter plus de passagers.

« Nous augmentons de 82 000 heures sur une base annuelle l'offre de service, pour un coût de huit millions », a expliqué le président de la STM, Michel Labrecque.

Collaboration avec Transports Québec

Enfin, le maire Tremblay a assuré que l'information concernant les travaux, leur localisation et les horaires, ainsi que les secteurs à éviter serait facilement accessible. On compte améliorer la ligne Info-Travaux (514-872-3777) et offrir des cartes interactives sur le site internet de la Ville. Pour s'assurer que l'information circule bien, une « unité de coordination » sera chargée de faire le lien entre la Ville, les entrepreneurs et les partenaires dans les travaux, comme Bell et Gaz Métro. Fait à noter, Transports Québec semble avoir fait vœu

de transparence cette année, s'est réjoui le maire Tremblay. « Est-ce que c'est la première fois que le MTQ ne prend plus une décision sans en aviser les élus de Montréal? Oui. »

L'opposition à l'hôtel de ville a réagi en demandant également le report de deux chantiers, le couloir d'autobus Dalhousie et l'autoroute

Bonaventure. « La Ville de Montréal sabote l'une des dernières alternatives permettant facilement l'entrée au centre-ville », a dénoncé la chef de Vision Montréal, Louise Harel. Ces travaux n'ont pas encore été lancés, mais un emprunt de 71 millions est à l'ordre du jour du conseil municipal lundi prochain.

PONT CHAMPLAIN: TRAVAUX ANNULÉS

Pour une troisième fin de semaine d'affilée, la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain a dû annuler hier les travaux majeurs de pavage prévus sur le pont Champlain en raison du risque élevé de pluie dans la journée de dimanche. Ce pont devrait donc être libre de toute entrave à la circulation entre Montréal et la Rive-Sud. Les automobilistes ne perdent rien pour attendre puisque les travaux devraient avoir lieu la semaine prochaine, ou être combinés aux grands chantiers déjà programmés sur l'autoroute 15, à Montréal, dans le prolongement du pont Champlain, le mois prochain.

— La Presse

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER

l'un des 20 dictionnaires
« Le Petit Larousse illustré 2012 »

Pour tous les détails et pour participer, rendez-vous sur cyberpresse.ca/concours

La date limite pour participer est le 20 août 2011. La valeur totale des prix est de 1 099 \$.

LA PRESSE

LAROUSSE

cyberpresse.ca

ACTUALITÉS

GIL COURTEMANCHE (1943 - 2011)

De cœur et de convictions

C’est avec tristesse que le milieu littéraire et journalistique a appris hier le décès de Gil Courtemanche, des suites d’un cancer. La dernière bataille d’un homme solitaire qui n’a jamais craint la polémique, mais qui se désolait d’avoir raté sa vie intime. Portrait d’un homme sans concessions.

CHANTAL GUY ET JOSÉE LAPOINTE

On le savait malade depuis longtemps. Il ne s’en cachait pas. En 2010, il a publié un roman-testament, au titre bouleversant, *Je ne veux pas mourir seul*, dans lequel la douleur d’avoir perdu la femme aimée l’emportait sur la maladie et la peur de la mort. Il nous avait confié: «Je tenais plus à cet amour qu’à la vie comme telle, et je l’ai perdu. J’ai raté ma vie».

Il parlait bien sûr de sa vie intime, dont l’échec selon lui reléguait à l’ombre toutes ses réussites, qui furent pourtant nombreuses. On ne sait qui du journaliste ou de l’écrivain nous manquera le plus, car, dans tous les domaines, il aura imposé le respect.

Reporter depuis 1962, il a été le concepteur et l’animateur de *L’Événement*, de l’émission *Enjeux* à Radio-Canada, ainsi que de *Contact* à Télé-Québec. Il a été correspondant et analyste au *Point*, à *Télémag*, et *Première Page*. À l’écrit, on a pu le lire dans *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Droit* ou *L’Actualité*, jusqu’à sa dernière collaboration au *Devoir*. Il aura aussi réalisé des documentaires, dont *L’Église du sida*, qui lui inspira en partie son premier roman, *Un dimanche à la piscine à Kigali*, immense succès littéraire traduit dans 23 pays, et adapté au cinéma par Robert Favreau. Cette œuvre a fait de lui l’un des écrivains d’ici les plus reconnus à l’extérieur du Québec.

Dans ce roman d’amour sur fond de génocide rwandais, on retrouvait l’observation impitoyable de l’analyste tout autant que la sensibilité de l’homme réputé solitaire. Cette solitude, «c’est l’image la plus forte que j’ai de lui, a confié Dany Laferrière. Ce regard acéré qu’il jetait sur le monde l’empêchait parfois de goûter à de simples joies. D’un autre côté, c’était un chroniqueur



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Un dimanche à la piscine à Kigali, traduit dans 23 pays, a fait de Gil Courtemanche l’un des écrivains d’ici les plus reconnus à l’extérieur du Québec.

exceptionnel et un écrivain de talent. Dans la ligne des grands pamphlétaires du Québec.» Pascal Assathiany, directeur général de Boréal, a édité tous les livres de l’écrivain, qu’il connaissait depuis «au moins 25 ans». Il absorbait hier le choc: Gil Courtemanche allait mieux ces derniers temps, et sa mort a surpris son entourage. «Ce n’était pas prévu comme ça», dit-il doucement.

fini par accepter qu’il était capable de bien le faire.» Mais sa fille estime que le mot qui décrit le mieux son père est «engagé». «Il était intègre et passionné, s’est tenu debout en accord avec ses principes même quand il n’en avait pas les moyens. C’était non négociable.» C’est ce que retient aussi Pascal Assathiany: un homme sans concession, «pas reposant, mais attachant», qui

Anne-Marie Courtemanche a refusé hier les demandes d’entrevue provenant du groupe Quebecor. «Je ne pouvais juste pas faire ça, il ne me l’aurait jamais pardonné.» Gil Courtemanche signalait depuis cinq ans une chronique hebdomadaire dans *Le Devoir*. Il avait créé un lien très fort avec les lecteurs qui aimaient ses opinions tranchées, son regard déférent sur le monde et sa rigueur. C’est le directeur du quotidien, Bernard Descôteaux, qui l’avait embauché. «Je l’ai remarqué pour la première fois alors qu’il était chroniqueur international au *Soleil*, à la fin des années 70. Il donnait toujours un éclairage pertinent, c’était une grande plume et un grand journaliste, dans la plus grande tradition.»

n’avait plus beaucoup d’amis.» Au cours des deux dernières années, après une rupture difficile et la maladie, il a commencé à avoir des regrets. «Il a compris que le succès ne fait pas le bonheur, que ce n’est pas ce qui compte.» Gil Courtemanche avait fêté ses 68 ans à l’hôpital mercredi, entouré de ses proches. Il est mort hier matin vers 7 h. «On pensait qu’on avait encore plein de temps», dit sa fille. Pascal Assathiany rappelle le titre de son roman *Je ne veux pas mourir seul*. «C’était un livre prémonitoire, malheureusement.»

«C’était un chroniqueur exceptionnel et un écrivain de talent. Dans la ligne des grands pamphlétaires du Québec.» — Dany Laferrière

Il laisse derrière lui une œuvre significative, estime l’éditeur. Rares sont les auteurs québécois qui ont réussi à raconter le monde et ses grands fracas. «Ses modèles étaient Camus et Malraux. Surtout Malraux. Il avait compris que la littérature peut dire beaucoup plus de choses que la simple description de la réalité.» Anne-Marie Courtemanche raconte pourtant que son père a mis du temps avant d’admettre qu’il était écrivain. «Il se sentait imposteur. L’écriture de romans est arrivée tard dans sa vie, et il a

n’avait pas une propension au bonheur. «Il était d’une indépendance totale, fatigante et admirable. Sa capacité à prendre la parole nous manquera. Il pouvait faire un scandale sans se soucier des conséquences que ça aurait pour lui.» Sa récente chicane avec l’empire Quebecor en est un exemple. Il avait exigé que son roman soit retiré de la liste des Prix Archambault, par solidarité avec les employés en lock-out du *Journal de Montréal*, qu’il a défendus aussi dans ses chroniques. En digne fille de son père,

BIBLIOGRAPHIE

- Douces colères, VLB 1989
- Chroniques internationales, Boréal 1991
- Nouvelles douces colères, Boréal 1999
- Un dimanche à la piscine à Kigali, Boréal, 2000
- La seconde Révolution tranquille, démocratiser la démocratie, Boréal, 2003
- Une belle mort, Boréal, 2003
- Le monde, le lézard et moi, Boréal, 2009
- Je ne veux pas mourir seul, Boréal, 2010

FEMMES CÉLIBATAIRES RECHERCHÉES

L'Amour est dans le pré

VOUS ÊTES UNE FEMME CÉLIBATAIRE?

Dans le cadre de la nouvelle télé réalité, des agriculteurs sont à la recherche de la perle rare et ne demandent qu'à vous rencontrer.

Faites leur connaissance sur le **vtele.ca**

Le plaisir de divertir

PHOTO STAN HONDA, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

L'avocat de Nafissatou Diallo (cette dernière ici photographiée en juin) affirme que ces allégations sont «absolument fausses».

AFFAIRE DSK

Les procureurs s’interrogent sur un accord financier

ASSOCIATED PRESS

NEW YORK — Les procureurs de Manhattan tentent de déterminer si l’avocat de la femme de chambre qui accuse Dominique Strauss-Kahn de l’avoir agressée sexuellement a discuté de la possibilité d’un règlement financier de l’affaire et s’il a suggéré que Nafissatou Diallo se retire du procès criminel, ont déclaré des personnes au courant du dossier.

L’avocat de M^{me} Diallo nie fermement ces allégations.

Le bureau du procureur du district de Manhattan, à New York, cherche à vérifier si les avocats de la femme de chambre et de l’ancien directeur du Fonds monétaire international (FMI) ont discuté d’un accord financier après que les procureurs eurent soulevé des doutes sur la crédibilité de Nafissatou Diallo, selon des proches du dossier, qui ont requis l’anonymat.

L’avocat de M^{me} Diallo, Kenneth Thompson, affirme que ces allégations sont «absolument fausses». Le bureau du procureur et l’avocat de Dominique Strauss-Kahn, Benjamin Brafman, ont refusé de commenter.

La prochaine comparution de M. Strauss-Kahn, âgé de 62 ans, est prévue mardi prochain. Les procureurs pourraient alors annoncer leurs intentions quant à la poursuite du procès criminel.

CHSLD VINCENZO-NAVARRO À SAINT-LÉONARD

Une coroner préoccupée par la qualité des soins

ARIANE LACOURSIÈRE

Dans un rapport rendu hier, la coroner Catherine Rudel-Tessier s'interroge sérieusement sur la qualité des soins offerts au centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Vincenzo-Navarro de Saint-Léonard. La coroner demande même à l'agence de la santé et des services sociaux de Montréal de «vérifier la qualité des soins offerts ainsi que la tenue des dossiers» dans cet établissement privé de la métropole.

Kenneth Boyle, 89 ans, vivait depuis plusieurs années au CHSLD Vincenzo-Navarro. L'homme présentait un état de santé plus que précaire. Il souffrait d'anémie, d'épilepsie, de dépression, d'insuffisance rénale chronique, de maladie

cardiaque et était porteur du VIH contracté à la suite d'une transfusion. Il présentait aussi une maladie pulmonaire qui le forçait à recevoir constamment de l'oxygène.

Entre août 2009 et son décès survenu en mars 2010,

le 29 janvier. On lui a alors prescrit de la morphine.

De retour au CHSLD Vincenzo-Navarro, M. Boyle a chuté de nouveau le 1^{er} février. Puis le 12 et le 14 février. Son état s'est détérioré. M. Boyle mangeait de moins en moins. Il était de

de M. Boyle, qui était très lourde, soit revue. Mais « il n'y a aucune note au dossier démontrant que le médecin a revu M. Boyle [la dernière note médicale date du 2 février 2010] », note la coroner dans son rapport.

est venu constater son décès a alerté le coroner car, selon lui, le dossier était « mal tenu » et « il y aurait eu une administration de médicaments inappropriée ».

« Plusieurs questionnements »

La coroner Rudel-Tessier estime que le dossier de M. Boyle «entraîne plusieurs questionnements». «Alors que celui-ci est très malade et en phase de soins de confort, il ne semble pas bénéficier d'un suivi médical serré et cela malgré les remarques de la directrice des soins sur l'importance de revoir l'ensemble de la médication».

La coroner note aussi qu'il est « très difficile de savoir quels médicaments ont été pris (ou pas) par le patient » puisque « la feuille est à peu près illisible ». La coroner recommande donc aux ordres professionnels impliqués d'enquêter afin de savoir si « les gestes posés l'ont été dans les règles de l'art ». Elle demande également à l'Agence de la santé et des services sociaux de vérifier la qualité des soins offerts au CHSLD Vincenzo-Navarro.

Le directeur général du CHSLD Navarro, Jean Roy, dit avoir déjà rencontré l'agence de la santé de Montréal et avoir ouvert une enquête en interne. « Il y a des présomptions dans le rapport du coroner et on veut faire la lumière là-dessus », a affirmé M. Roy.

L'état de M. Boyle était si dégradé que les soins de confort ont débuté le 27 février. Il a ensuite reçu régulièrement de la morphine. Le 8 mars, il est décédé. Le médecin d'Urgences-Santé qui

plusieurs rapports d'incidents et d'accidents ont été remplis. Car M. Boyle chutait souvent.

Le 27 janvier 2010, il a été victime d'une grave chute. Malgré ses douleurs, il n'a accepté d'aller à l'hôpital que

plus en plus confus. Il refusait parfois de porter son tube nasal qui l'alimentait en oxygène. Il a chuté de nouveau le 21 février.

Trois jours plus tard, la coordonnatrice des soins a recommandé que la médication

HÔPITAL GÉNÉRAL DU LAKESHORE

Les urgences pleines à craquer



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Tout l'été, l'Hôpital général du Lakeshore a connu un fort achalandage aux urgences et elles sont particulièrement occupées depuis quelques jours.

ARIANE LACOURSIÈRE

Les urgences de l'Hôpital général du Lakeshore sont occupées à plus de 200 % depuis une semaine. Alors que les urgences ont une capacité de 31 civils, 63 patients étaient pris en charge hier, et 13 personnes y attendaient depuis plus de 48 heures. Jeudi, le taux d'occupation dépassait les 225 % et 21 personnes attendaient depuis plus de deux jours d'obtenir un lit dans les étages.

Même si la situation semble hors de contrôle, l'Hôpital général du Lakeshore n'a pas répondu aux demandes répétées d'entrevue de *La Presse* pour expliquer les raisons de cette situation.

Tout l'été, l'Hôpital général du Lakeshore a connu un fort achalandage aux urgences. De passage à Montréal lundi, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a d'ailleurs indiqué que cet établissement faisait partie des cinq services des urgences les plus problématiques de Montréal. Le ministre s'est engagé à résoudre les problèmes dans les urgences de la métropole au cours de la prochaine année.

La situation à l'Hôpital général du Lakeshore pourrait s'aggraver du fait que l'hôpital de Lachine, situé à proximité, doit limiter l'accès à son service des urgences cette fin de semaine à la suite d'une inondation du bâtiment. Les ambulances sont temporairement redirigées vers d'autres établissements de la métropole. Tout devrait redevenir à la normale lundi.

Le ministre Bolduc a indiqué que cet établissement faisait partie des cinq urgences les plus problématiques de Montréal.

Malgré tout, l'agence de la santé et des services sociaux de Montréal ne croit pas que l'Hôpital général du Lakeshore sera envahi de patients durant le week-end. « Les ambulances vont être réparties sur l'ensemble du réseau », souligne la porte-parole de l'Agence, Hugo Larouche.

« Québec a manqué de courage »

Le président de l'Association des jeunes médecins critique l'entente conclue avec les omnipraticiens

ARIANE LACOURSIÈRE

Le président de l'Association des jeunes médecins du Québec (AJMQ), le D^r François-Pierre Gladu, accuse Québec d'avoir «manqué de courage» dans l'entente qu'il a signée avec les médecins omnipraticiens. Alors que Québec estime qu'il manque 1175 médecins de famille dans la province, le D^r Gladu affirme que l'entente ne permettra aucunement de pallier cette pénurie.

Mardi, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) a annoncé que ses membres avaient accepté à 77 % la dernière proposition de Québec. L'entente prévoit entre autres une hausse des tarifs de 6 % en cinq ans et 210 millions en diverses primes, notamment pour inciter les médecins de famille à prendre en charge plus de patients.

Selon le D^r Gladu, cette entente ne permettra pas « de corriger le déséquilibre qui s'est accru depuis 15 ans entre la première ligne et la deuxième ligne ». L'écart de rémunération entre les médecins de famille et les médecins spécialistes passera de 100 000 \$ à 140 000 \$ au lieu de diminuer à 60 000 \$ comme prévu, dénonce le D^r Gladu.

notamment sur le fait que la prise en charge de multiples problèmes de santé lors d'une même visite chez le médecin ne soit pas encouragée. Un médecin de famille reçoit la même somme pour une consultation que son patient ne souffre que d'un problème de santé ou de plusieurs. «Le fait que les omnipraticiens reçoivent le même montant pour soigner un patient qui a une otite que pour soigner quelqu'un qui a du diabète, une dépression et un problème cardiaque, ça encourage la médecine *fast-food*», croit le Dr Gladu.

Mais sa principale critique concerne l'écart majeur entre la rémunération des spécialistes et des omnipraticiens. La Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) a conclu une entente avec Québec en juin qui prévoit une augmentation de l'ensemble des tarifs de 6 % d'ici à 2016-2017 et une enveloppe budgétaire de 251 millions pour la mise en place de « mesures ciblées visant l'accessibilité et l'amélioration des soins pour la population ». Selon le Dr Gladu, cet écart de rémunération va « mettre en péril la viabilité du réseau public de santé », car les étudiants en médecine vont « continuer de boudier la médecine de famille ».

« Seuls les médecins de famille permettent de faire réaliser des économies au système de santé. Le Conseil du Trésor a encore une fois été incapable de faire la différence entre un investissement et une dépense en santé », plaide le D^r Gladu.

Des éléments intéressants

Le président de la FMOQ, le D^r Louis Godin, reconnaît que l'écart de rémunération entre les médecins de famille et les spécialistes ne diminuera pas, comme prévu. Mais selon lui, tout le reste de l'entente est intéressant. « Elle répond à la quasi-totalité de nos demandes, sauf à la question de l'écart de rémunération. Mais on ne pouvait contrôler ce que le gouvernement allait offrir aux spécialistes », a expliqué le D^r Godin. Ce dernier reconnaît que la question de l'écart salarial entre les spécialistes et les omnipraticiens est « très importante » à la FMOQ. « Oui, ça nous a déçus. On pensait que le gouvernement comprendrait et ferait des gestes significatifs. Mais non », a-t-il dit.

Au cabinet du ministre de la Santé, Yves Bolduc, on estime que l'entente est « bonne » et qu'elle comporte plusieurs mesures qui permettront d'atténuer la pénurie de médecins de famille.

cyberpresse.ca

Le blogue de PATRICK LAGACÉ

Intervenez et commentez.



<http://blogues.cyberpresse.ca/lagace>


**LOTO
QUÉBEC**

Résultats des tirages du : 2011-08-19



04 14 24 41 43 46 49

COMPL. (c) 01



4

♠

6

♦

6

♠

10

♠

R

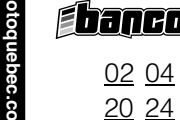
♥



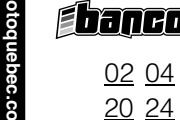
667972



3 511
4 6799



02 04 05 06 08 09 12 15 17 18
20 24 25 26 37 38 43 50 53 58



10 18
20 32 39



Jour - Mois - Année - Signe
10 OCTOBRE 80 CAPRICORNE



5676127

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/video

lotoquebec.com/video

MONDE

Une satire qui dérange

Le procureur général palestinien retire des ondes une émission populaire

Ils imitent le président palestinien. Se moquent du conflit avec Israël. Du Hamas. De la société. Mais les artisans d’une émission satirique très populaire dans les territoires palestiniens semblent être allés trop loin aux yeux du gouvernement. Leur émission, inusitée dans le monde arabe, a été retirée des ondes.



JANIE GOSSELIN

RAMALLAH, Cisjordanie — Dans un décor rudimentaire, une femme pleure la mort de son bébé, victime d’une erreur médicale. Un médecin arrive. Ils négocient âprement une compensation financière, clin d’œil à une certaine « justice informelle ». Témoin de la scène, un visiteur consulte discrètement la femme. Il cherche le « meilleur » médecin pour sa belle-mère.

Cette capsule de la populaire émission palestinienne *Watan ala Watar* (Une patrie sur la corde raide) a soulevé l’indignation des médecins, malgré son style indubitablement humoristique. Leur syndicat a déposé une plainte au procureur général palestinien.

Celui-ci a retiré cette semaine l’émission des ondes de la télévision publique. Elle était présentée

quotidiennement pendant le ramadan – neuvième mois du calendrier musulman – et une fois par semaine le reste de l’année.

Watan ala Watar était diffusée depuis 2009 et s’est attiré un grand public et un nombre important de détracteurs. « L’émission a réussi à créer une unité entre le Hamas et le Fatah. Tous les deux sont contre ! » lance à la blague le journaliste culturel Yousef Shayeb, en référence aux groupes au pouvoir dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, qui semblent toujours loin de la réconciliation annoncée.

En plus du syndicat des médecins, le dirigeant de la police a aussi déposé une plainte récemment. L’an dernier, c’était le chef de la brigade anticorruption.

Décision « honteuse »

L’auteur de l’émission satirique, qui parodie un journal télévisé d’une dizaine de minutes, a qualifié la décision du procureur général de « honteuse ». « Comme peuple, nous demandons notre liberté de l’occupation (israélienne), pas de nous-mêmes, dit Imad

« Comme peuple, nous demandons notre liberté de l’occupation (israélienne), pas de nous-mêmes. Maintenant, nous devons demander au gouvernement palestinien aussi pour avoir la liberté. »

— Imad Farajin, auteur de l’émission *Watan ala Watar*

Farajin. Maintenant, nous devons demander au gouvernement palestinien aussi pour avoir la liberté. »

Il dit ne jamais s’être limité sur les sujets à traiter, même si certaines questions, comme la religion, restent plus « sensibles ».



La comédienne Manal Awad (au centre dans une scène de *Watan ala Watar*) croit que les soulèvements dans le monde arabe incitent l’Autorité palestinienne à agir contre la liberté d’expression.

Les trois créateurs de l’émission, inspirée de leurs spectacles sur scène, sont conscients de jouer sur la corde raide. Mais la comédienne Manal Awad croit que

Facebook, des articles contre nous », dit-elle.

Elle dit ignorer qui en sont les auteurs, mais croit que les soulèvements dans le monde arabe incitent l’Autorité palestinienne à agir contre la liberté d’expression. « L’Autorité palestinienne sait que nous sommes efficaces et ils ne veulent pas que nous devenions la voix qui a un effet sur les gens », avance-t-elle. Jamais auparavant elle n’avait fait l’objet de censure, même si elle avoue que c’est une pratique « assez courante » en Cisjordanie, particulièrement dans les médias.

Corde sensible

Il n’a pas été possible d’obtenir la réaction de l’Autorité palestinienne sur le sujet.

Dans une entrevue téléphonique, le directeur adjoint du

syndicat des médecins s’est défendu de manquer d’humour, mais affirme que *Watan ala Watar* a dépassé les bornes. « Les mensonges véhiculés par cet épisode (sur les médecins) nous ont rendus furieux, a dit le D^r Shawqi Sabha. Même si nous savons que les satires décrivent habituellement des situations de façon extrême, cette description était incorrecte, n’était pas drôle et était dommageable à l’image d’une des professions les plus nobles, la profession médicale. »

Le sujet a touché une corde sensible dans un contexte particulièrement houleux entre le syndicat des médecins et l’Autorité palestinienne.

Pour l’instant, les artisans de *Watan ala Watar* continuent à présenter leurs sketches sur scène. « Nous allons nous moquer de cette histoire », précise Manal Awad.

Reprise des violences entre Israël et Gaza

AGENCE FRANCE-PRESSE

GAZA — Le cycle de violences a repris hier entre Israël et Gaza avec des raids aériens meurtriers contre des activistes palestiniens et le tir de roquettes sur le sud de l’État hébreu, au lendemain d’une triple attaque sanglante anti-israélienne.

Les frappes de l’armée israélienne, qui ont fait 14 morts et 40 blessés au cours des dernières 24 heures, ont de nouveau visé un groupe radical palestinien, les Comités de résistance populaire (CRP), accusé par Israël, malgré son démenti, d’être responsable des attaques de jeudi près de la station balnéaire d’Eilat (sud).

« Notre politique consiste à faire payer un prix très élevé à tous ceux qui nous frappent », a affirmé le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, alors que l’escalade de la violence fait craindre un nouveau conflit dans la région.



L’armée israélienne a frappé Gaza en réponse aux attaques perpétrées à la frontière égyptienne, au cours desquelles 14 Israéliens ont été tués. Ci-dessus, une femme blessée est transportée dans l’hôpital Al-Shifa, à Gaza.

Une « première réponse »

Les frappes de représailles « ne sont que la première réponse », a prévenu M. Nétanyahou, au chevet de soldats israéliens blessés lors des attaques de jeudi.

Le porte-parole de l’armée

israélienne, le général Yoav Mordehaï, n’a pas exclu une opération terrestre contre la bande de Gaza, contrôlée par les islamistes palestiniens du Hamas.

Au cours des dernières heures, des combattants de Gaza

ont tiré au total 25 engins contre le sud d’Israël, selon un bilan militaire israélien, faisant un blessé grave.

À Gaza, sept Palestiniens ont été tués et six autres blessés lors des raids aériens israéliens durant la journée, selon des sources médicales palestiniennes. Parmi les morts figure Saber Abed, 25 ans, membre des CRP.

Les CRP ont nié toute implication dans les attaques d’Eilat, mais ont promis de « tout faire » pour venger leurs membres tués.

La branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine Al-Qassam, a lancé une mise en garde contre « les dirigeants de l’occupation (israélienne) pour qu’ils n’aillent pas trop loin dans leur agression contre notre peuple, sous peine de désastre pour leur entité ».

Violences en Égypte

Les violences ont touché l’Égypte, où des policiers ont

été tués dans des circonstances non éclaircies à la frontière avec Israël.

Le Caire a protesté auprès d’Israël après la mort de trois policiers et a demandé une enquête, selon l’agence officielle Mena.

La presse israélienne a fait ses manchettes sur « l’attaque terroriste dans le Sud » qui a coûté la vie à huit Israéliens – six civils, un soldat et un policier –, malgré des avertissements sur une opération de commando imminente dans la région.

Les journaux s’inquiétaient du risque de dégradation de la sécurité entre Israël et l’Égypte. « La paix avec l’Égypte, qui constitue depuis trois décennies un pilier de la sécurité d’Israël, a été gravement ébranlée », a relevé le quotidien *Haaretz*.

Plusieurs victimes ont été enterrées hier à Jérusalem, dont le policier Pascal Avrahami, qui avait aussi la nationalité française.

LIBYE

Importante avancée des rebelles

AGENCE FRANCE-PRESSE

ZAWIYAH — Les rebelles libyens ont annoncé des succès majeurs hier, avec la prise de contrôle des villes de Zliten et de Zawiyah dans leur avancée vers la capitale Tripoli.

Les rebelles contrôlent aussi la raffinerie de Zawiyah, source essentielle de carburant pour la capitale. Sa prise va provoquer « une grave crise » dans Tripoli, a déclaré un responsable de la raffinerie, Mohamed el-Hallouj.

Après une offensive éclair lancée à l’aube contre les forces fidèles au régime de Mouammar Kadhafi, la ville côtière de Zliten, à 150 km à l’est de Tripoli, « est maintenant sous le contrôle de nos combattants », a affirmé à un responsable de la rébellion.

Il a néanmoins fait état de combats toujours en cours pour en finir avec des poches de résistance et a annoncé la capture du colonel Omrane Ali Ben Salim, « responsable de la chasse » des militants anti-Kadhafi.

Venus de l’enclave de Misrata, à une cinquantaine de kilomètres plus à l’est, les rebelles tentaient depuis des semaines de s’emparer de cette ville de 200 000 habitants.

Aucun bilan des combats de vendredi n’était encore disponible, la rébellion reconnaissant juste « des morts et des blessés » dans ses rangs.

Nouveau revers pour Kadhafi

Si elle est confirmée, la prise de Zliten marquera un nouveau revers militaire pour le régime de Kadhafi, alors que les rebelles resserrent

déjà leur étau sur Tripoli par l’ouest, coupant la voie vers la frontière tunisienne.

Sur ce front et après une semaine de combats, la rébellion a annoncé contrôler Zawiyah, à 40 km à l’ouest de Tripoli.

Les rebelles contrôlent maintenant la raffinerie de Zawiyah, source essentielle de carburant pour la capitale, Tripoli.

« Zawiyah est libérée », ont déclaré des rebelles tout en prenant possession de l’hôpital de la ville, immense

bâtisse ornée de portraits de M. Kadhafi et de drapeaux verts, couleur du régime.

Armés de fusils d’assaut, les combattants avaient auparavant pris d’assaut la place centrale, où sévissaient des tireurs embusqués.

Les rebelles contrôlaient déjà depuis jeudi la raffinerie de Zawiyah, unique source d’approvisionnement de la capitale en essence, diesel et gaz.

Depuis mercredi, les insurgés ont aussi ouvert un nouveau front à Morzuk, dans le Sud-ouest saharien. Les rebelles affirment désormais contrôler cette ville de la région désertique du Fezzan, principale ligne logistique reliant Tripoli aux frontières du sud-ouest.

L’OTAN a par ailleurs continué ses frappes sur Tripoli. Plusieurs cibles ont été bombardées dont une résidence du chef des renseignements du régime, Abdallah Senoussi, objet d’un mandat d’arrêt de la Cour pénale internationale pour des crimes contre l’humanité commis depuis le début de la révolte, mi-février.

« C’est un quartier résidentiel. Pourquoi l’OTAN bombarde-t-elle ce site ? Il n’y a pas de militaires ici », a dénoncé Faouzia Ali, dont la maison, qui se trouve en face de la résidence de M. Senoussi, a été endommagée.

Les raids ont aussi visé le secteur de la résidence de M. Kadhafi, ainsi qu’un poste de la police judiciaire.

La pression militaire sur le régime s’est encore accentuée malgré un appel la veille à un cessez-le-feu du premier ministre libyen Baghdadi Mahmoudi, qui a exclu un départ de M. Kadhafi, exigé par la rébellion.

Sur le plan humanitaire, l’intensification des combats a entraîné une « rapide détérioration de la situation humanitaire » dans plusieurs villes, où des hôpitaux ont été « attaqués ou utilisés à des fins militaires », a déploré la Croix rouge internationale.

Plus de 600 000 personnes ont déjà quitté la Libye depuis le début du conflit.

LE TOUR DU GLOBE

UKRAINE

Timochenko dans un état inquiétant

L'état de santé de l'ex-première ministre et opposante ukrainienne Ioulia Timochenko s'est aggravé hier en prison en raison d'une mystérieuse maladie, a affirmé son camp, suscitant l'inquiétude des Européens qui demandent un examen médical indépendant. La mystérieuse maladie rappelle le cas de l'ex-président ukrainien Viktor Iouchtchenko, empoisonné en 2004. — AFP

SYRIE

Le sang coule encore

Le sang a coulé en Syrie lors du troisième vendredi de ramadan avec la mort de 22 manifestants au lendemain de l'appel de l'Occident au départ de Bachar al-Assad et au moment où l'Union européenne prépare de nouvelles sanctions. Sous le slogan « les prémices de la victoire », des manifestants ont bravé les forces de sécurité qui ont ouvert le feu. — AFP

INDE

Jeûne contre la corruption

Le militant indien de 74 ans Anna Hazare a amorcé son jeûne public de 15 jours contre la corruption en promettant « la révolution » devant une foule en liesse. Il exige un durcissement d'un projet de loi exemptant le premier ministre et des magistrats de haut rang d'être inquiétés par la justice en cas de soupçons de corruption. — AFP



PHOTO ASSOCIATED PRESS
Le militant Anna Hazare

LE CHIFFRE DU JOUR

20
Les Russes ont marqué hier sans enthousiasme le 20^e anniversaire du putsch manqué des conservateurs soviétiques contre la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev, parfois nostalgiques de la chute de l'empire qui a suivi et souvent déçus de l'évolution du pays. Aucune cérémonie officielle n'a été annoncée pour célébrer cet événement qui a changé le cours de l'histoire. — AFP

AFGHANISTAN

Une agence britannique attaquée à Kaboul

D'APRÈS L'AFP

KABOUL — Une attaque suicide hier à Kaboul contre le British Council, revendiquée par les talibans le jour du 92^e anniversaire de l'indépendance de l'Afghanistan vis-à-vis du Royaume-Uni, a fait neuf morts, dont un militaire néo-zélandais.

Cette spectaculaire opération, longue de plus de neuf heures, ayant visé l'agence culturelle du gouvernement britannique dans une capitale en principe hautement sécurisée, est un nouveau camouflet pour l'OTAN, au moment où celle-ci commence à retirer ses troupes de combat d'Afghanistan et à transférer la sécurité du pays aux forces afghanes.

Huit personnes ont été tuées, a annoncé le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Siddiqi Siddiqi: quatre policiers, deux gardes afghans et deux gardes népalais du British Council.

L'ambassadeur britannique à Kaboul, William Patey, a de son côté indiqué que parmi les gardes du centre culturel,



PHOTO MASSOUD HOSSAINI, AGENCE FRANCE-PRESSE
L'attaque, qui a fait neu morts, est un coup dur pour l'OTAN, au moment où celle-ci commence à retirer ses troupes de combat d'Afghanistan.

employés par une société privée de sécurité, trois Afghans avaient péri et des Népalais avaient été blessés.

La société en question, G4S,

a affirmé dans la soirée que trois de ses gardes afghans avaient été tués et que six autres gardes, trois Afghans et trois Népalais, avaient été blessés.

Soldat de la coalition tué

Un soldat de la coalition internationale a par ailleurs péri au cours de l'attaque, a de son côté déclaré la Force de l'OTAN en

Afghanistan (ISAF), les décès des militaires étrangers n'étant pas comptabilisés dans les bilans officiels afghans.

Il s'agit d'un membre des forces spéciales néo-zélandaises, d'après le journal *New Zealand Herald* citant un porte-parole militaire. La Nouvelle-Zélande a déployé plus de 200 hommes en Afghanistan dans le cadre de la coalition internationale.

L'ISAF, qui soutient le fragile gouvernement de Kaboul face à l'insurrection qu'ont déclenchée les talibans après avoir été chassés du pouvoir fin 2001, a prévu retirer toutes ses troupes de combat en plus de transférer la responsabilité du pays aux forces afghanes d'ici la fin 2014.

Selon le ministère afghan de l'Intérieur, l'attaque a commencé vers 5 h 30 quand « deux kamikazes ont fait exploser deux berlines Toyota près de l'entrée du complexe du British Council », permettant à « quatre autres kamikazes armés » d'y pénétrer.

Deux des assaillants entrés à l'intérieur du complexe se sont fait exploser et les deux autres ont été abattus par la police, a assuré le ministère.

Un porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid, a revendiqué l'assaut, expliquant que les rebelles avaient voulu marquer le 92^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance du pays vis-à-vis de l'ex-puissance coloniale britannique, le 19 août 1919, après la troisième guerre anglo-afghane.

VISITE DE BENOIT XVI EN ESPAGNE

Chemin de croix et manifestations

AGENCE FRANCE-PRESSE

MADRID — Le pape Benoît XVI a présidé hier soir dans un grand recueillement un chemin de croix, moment central des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) de Madrid, où les jeunes pèlerins catholiques ont été appelés à intervenir contre toutes les souffrances et injustices, y compris les crimes sexuels contre les enfants.

La Via Crucis, sur le Paseo de Recoletos, large avenue du centre-ville, a évoqué au fil des 14 stations les « péchés de l'humanité ».

Des centaines de milliers de jeunes s'étaient rassemblés au passage de la croix pendant qu'à quelques centaines de mètres de là, quelques milliers de manifestants défilaient contre la visite papale.

Crimes des prêtres

Des jeunes, notamment du Proche-Orient, d'Irak, du Soudan, de Haïti et du Japon, ont transporté la croix des JMJ en présence du pape, assis place



PHOTO GREGORIO BORGIA, ASSOCIATED PRESS
Benoît XVI a visité le monastère de San Lorenzo à El Escorial, alors qu'à Madrid, des manifestants protestaient contre sa visite.

de Cibeles sur une grande estrade blanche.

Un passage a été consacré aux « abus sexuels », « crimes contre les enfants » et « péchés contre la chasteté », rappelant les crimes des prêtres pédophiles qui ont discrédité

l'Eglise dans plusieurs pays occidentaux.

Les immigrés qui luttent « jusqu'à la mort » pour une « vie digne », les victimes de la guerre et des persécutions religieuses, les malades du sida marginalisés, « considérés

comme le rebut de l'humanité et qui attendent que quelqu'un d'occupe d'eux » ont été évoqués, pendant que les centaines de milliers de jeunes observaient une minute de silence.

« Chers jeunes, vous qui êtes très sensibles à l'idée de partager la vie avec les autres, ne passez pas à côté de la souffrance humaine, où Dieu espère en vous afin que vous puissiez donner le meilleur de vous-mêmes : votre capacité d'aimer et de compatir », a conclu le pape, âgé de 84 ans, à la fin d'une éprouvante deuxième journée à Madrid.

Polémique

La place donnée au catholicisme et la dimension de ces JMJ ont continué de susciter des polémiques et incidents entre manifestants opposés à la visite du pape et police.

À la Puerta del Sol à Madrid, les agents des unités antiémeutes étaient intervenus jeudi soir pour disperser à coups de matraque un groupe d'environ 150 manifestants.

Hier, les manifestants étaient à nouveau plusieurs milliers dans les rues de Madrid, protestant contre le coût de la visite du pape et des JMJ, et contre les violences policières des deux jours précédents.

« Nous sommes pour la liberté d'expression, et aussi pour le respect et la correction. S'il y a eu des aspects déplaisants, ils restent marginaux », a affirmé le porte-parole du Saint-Siège, Federico Lombardi.

Un passage a été consacré aux « abus sexuels », « crimes contre les enfants » et « péchés contre la chasteté », rappelant les crimes des prêtres pédophiles qui ont discrédité l'Eglise dans plusieurs pays occidentaux.

Les organisateurs soutiennent que les JMJ ne coûteront rien aux contribuables espagnols et que les retombées seront de 100 millions d'euros pour l'économie locale. Environ 30 % des coûts sont assumés par des parrains privés, le reste par les pèlerins, assurent-ils.

Réunions de travail au menu des vacances d'Obama

D'APRÈS L'AFP

VINEYARD HAVEN — Le président américain Barack Obama a entamé ses vacances hier par une réunion consacrée à l'antiterrorisme, après avoir été critiqué par ses rivaux républicains pour avoir pris des vacances en temps de tensions économiques.

Le principal conseiller de M. Obama pour l'antiterrorisme, John Brennan, a mené la réunion quotidienne portant sur le renseignement en matière de terrorisme sur l'île de Martha's Vineyard, où le président passe ses vacances en famille.

La Maison-Blanche a diffusé une photographie qui montre le président en polo de

golf, le visage sévère, pendant la réunion.

Barack Obama a aussi reçu une note de la part de ses conseillers chargés de l'économie.

Plus tard, le convoi présidentiel s'est rendu à une librairie où une petite foule s'est rassemblée autour de Barack Obama et de ses filles Malia et Sasha.

Certaines personnes ont chanté « quatre ans de plus » en référence à la présidentielle de 2012, avant que Barack Obama ne sorte du magasin pour aller à la rencontre des badauds.

Il a ensuite rejoint un parcours de golf pour s'adonner à ce sport.

Le républicain Mitt Romney, favori des sondages

pour être le candidat de son parti face à Barack Obama lors de la présidentielle de 2012, a raillé cette semaine le choix du président américain de partir en vacances. « Si j'étais président, je ne chercherais pas à passer 10 jours à Martha's Vineyard », lieu de séjour prisé des riches et des puissants, a-t-il assuré.

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur de l'information
André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Gens de paroles



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Depuis ses débuts, mais davantage encore depuis que la cause stagne, le mouvement souverainiste a toujours été convaincu que la victoire de l'option ne dépend que de quelques paroles de plus. De quelques explications supplémentaires. De «consultations» refaites à l'infini.

Le PQ et le NMQ, s'en remettent tous deux à des tournois de «parlure» souverainiste...

Cette semaine, se télescopant presque, à la fois le Parti québécois et les dissidents du Nouveau Mouvement pour le Québec ont annoncé de tels tournois interrégionaux de *parlure* souverainiste. La chef du PQ, Pauline Marois, consultera donc les Québécois afin de «remettre le citoyen au cœur de la politique»; l'affaire débutera à Trois-Rivières, mardi, et devrait éventuellement conduire à – quoi d'autre? – un colloque. Notons qu'en parallèle, les députés péquistes Bernard Drainville, Pascal Bérubé et Sylvain Pagé ont déjà annoncé, chacun de leur côté, des consultations particulières. En même temps, les dissidents du Nouveau Mouvement pour le Québec placent au cœur de leur manifeste, *Brisons l'impasse*, le projet d'organiser des «assemblées constituan-tes ayant un caractère officiel (remettant) à tous les citoyens le véritable crayon du pays»;

Encore les urgences



ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Refuser de s'imposer un échecancier pour réduire l'attente aux urgences n'empêche pas le ministre de la Santé de s'y intéresser activement. Yves Bolduc réussira-t-il à renverser la tendance à Montréal, dont il vient de faire sa priorité?

Avons-nous d'autres choix que de laisser sa chance au ministre Bolduc?

Tous ses prédécesseurs s'y sont cassé les dents. Les urgences de nombreux hôpitaux de l'île et de la grande région de Montréal débordent de civières sur lesquelles des patients sont couchés depuis plus de 24 heures, et même plus de 48 heures. Une situation inacceptable que personnel et malades endurent néanmoins depuis des années tant elle semble sans issue. Le ministre avait choqué bien du monde en déclarant, en janvier 2009, qu'il ne ferait pas de promesse quant à la disparition des «48 heures». Allait-on renoncer à améliorer le service aux urgences? Le D^r Bolduc a plutôt décidé de s'y attaquer de manière très... personnelle. Il intervient directement auprès des gestionnaires d'hôpitaux et d'agences régionales pour qu'ils posent les gestes qui, selon sa lecture, aideront à désengorger les urgences problématiques. On peut dire que c'est de la micro-gestion. Ou s'indigner qu'il faille un ministre pour faire bouger les choses dans ce milieu qui ne manque pourtant

ils en parleront, demain, à Montréal. S'il faut admirer ici l'élan poétique, cette liturgie de la parole prise dans son ensemble attire deux questions. Qu'y a-t-il de vraiment nouveau à dire sur la substantifique moelle de l'option elle-même? Et quelle nouvelle stratégie peut-on imaginer pour la véhiculer? Dans sa version moderne, l'idée d'indépendance a 60 ans; le parti politique fondé pour la concrétiser en a 43. Le but à atteindre ainsi que tous les cheminements possibles pour y arriver sont donc maintenant de vieilles et intimes connaissances des Québécois. De chaque Québécois, qu'il soit souverainiste, fédéraliste ou, dans le langage des sondeurs, «pas intéressé/ne sait pas/ne répond pas». On a mille fois fait le bilan des coûts et bénéfices de toutes natures de la souveraineté. Sans doute cet inventaire peut-il être vaguement mis à jour, mais rien ne le chambardera à moins d'y introduire de la fiction – ce que, il est vrai, on a abondamment fait dans le passé. De même, de l'étapisme aux gestes de souveraineté en passant par la cage à homards, toutes les stratégies susceptibles d'être utilisées ont été longuement soupesées. Puis essayées, ou rejetées, ou mises en échec... Soyons francs. Chacun sait très bien qu'enclencher un processus de «consultation» revient en pratique à faire tourner une grosse machine de propagande. C'est légal, mais il y a un risque. C'est que cette machine produise, non pas de nouveaux souverainistes, mais bien, par extrême lassitude, une nouvelle fournée de «pas intéressé/ne sait pas/ne répond pas». Dans le climat actuel de cynisme et de désintérêt pour la chose publique, personne ne va y gagner.

pas de chefs. Mais avons-nous d'autre choix que de laisser sa chance au coureur? Si ce ministre-là réussit, il sera toujours temps de trouver comment les responsables du réseau pourraient faire la même chose par eux-mêmes. Selon les chiffres du Ministère, il y a du progrès dans certaines régions qui ont fait l'objet d'une intervention. Dans Lanaudière, dans la plupart des établissements de la Montérégie ainsi qu'à l'hôpital Saint-Eustache, dans les Laurentides, le nombre de «24h» et de «48h» a récemment diminué par rapport à l'an dernier (moyenne des cinq semaines se terminant le 12 août). Il faudra voir si ça tient la route. Si, par exemple, la priorité donnée aux urgences n'oblige pas les hôpitaux à reporter un trop grand nombre de chirurgies. À Montréal, une grosse partie du problème vient des lits bloqués par des patients âgés en attente d'une place en hébergement ou en réadaptation. Pour libérer ces lits, et pouvoir y monter des malades des urgences, Yves Bolduc mise notamment sur la création de «ressources intermédiaires», moins coûteuses et plus appropriées à beaucoup de patients qu'un CHSLD. Plusieurs de ces places devraient être disponibles dans les 12 prochains mois, mais il faudra plusieurs années avant d'en avoir suffisamment. L'attente de 48 heures sur civière n'est donc pas près de disparaître à Montréal, encore moins celle de 24 heures. Même si on réussit à améliorer les choses, il n'en faudra pas beaucoup (une vague de grippe ou de gastroentérite, l'éclosion d'une bactérie résistante) pour que les urgences soient de nouveau débordées. Faudrait-il se résigner? Surtout pas. La situation actuelle n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix concrets qu'il est grand temps de remettre en question.

PETER MACKAY NOUS PRÉSENTE LE NOUVEAU CASQUE DE L'AVIATION ROYALE DU CANADA ET DE LA MARINE ROYALE



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS – PARTICIPEZ

AUGMENTER OU RÉDUIRE L'IMMIGRATION?
Le gouvernement Charest souhaite réduire de 54 000 à 50 000 le nombre d'immigrants reçus au Québec chaque année. Au contraire, la chambre de commerce du Montréal métropolitain propose que le Québec en accueille davantage, jusqu'à 65 000, afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre et de contrecarrer le vieillissement de la population. Quelle politique devrait-on prôner?

Lisez le point de vue, notamment, de Pierre McSween, Gaétan Frigon, Pierre Simard... et surtout, faites valoir le vôtre.

EXCLUSIF > CONGESTION ROUTIÈRE : CONCENTRONS LA MAIN-D'ŒUVRE SUR LES CHANTIERS!

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

La pause-internet qui augmente la productivité

PAR ARIANE KROL

OPINION

Un retard pitoyable

Quand les médecins québécois utiliseront-ils enfin l'internet pour servir leurs patients?

ALAIN DOUCINE



L'auteur est actuaire. Il réside à Montréal.

À la suite d'une chirurgie cardiaque majeure en août 2008, mon frère qui habite Paris était venu à Montréal. À son arrivée et le lendemain encore, il souffrait de déséquilibre. Je lui propose d'aller à une clinique sans rendez-vous ou aux urgences. Il me regarde étonné et envoie un courriel à son médecin de famille. À peine 35 minutes plus tard, il avait sa réponse: deux lignes – et un document joint de trois pages avec des schémas lui expliquant les exercices à faire. Ce qu'il a fait, réglant ainsi son problème. Où que mon frère soit, il est à un clic de son médecin de famille, qui dispose de son dossier médical, non pas d'un ramassis de feuilles dans un classeur centralisé, mais d'un dossier électronique bien structuré à portée d'un simple clic. Entre deux patients, son médecin a dû prendre moins de deux minutes pour bien identifier mon frère, jeter un coup d'œil sur son dossier médical, sélectionner le document dans sa banque de références et l'expédier. À l'opposé d'une visite en personne pour laquelle il doit payer une certaine somme, ce service dont il doit savoir user, et non pas abuser, lui est fourni gratuitement. Mais c'est surtout un service très rassurant.

Pour le médecin, il peut offrir plus de services dans une journée et traiter une clientèle plus importante. Cela augmente ses revenus même si une consultation électronique lui rapporte beaucoup moins qu'une consultation en personne. Il limite ainsi ses consultations en personne aux cas plus importants et peut ainsi leur accorder plus de temps, avec la satisfaction de mieux faire son travail et de mieux suivre sa clientèle. Pour la sécurité sociale, la RAMQ française, cela lui permet de mieux répondre à la demande en contrô-

et mieux servir leur clientèle en utilisant le Net. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour nos médecins? L'initiative Elodoc (*La Presse*, 17 août) est excellente. La télémédecine n'en est qu'à ses débuts, mais c'est la bonne direction, qu'il faut développer et apprendre à maîtriser. Par contre, la réaction du ministre de la Santé, Yves Bolduc est décevante, pour ne pas dire pitoyable. Sous le titre «La santé en retard d'une révolution», le chroniqueur Alain Dubuc, dans *La Presse* du 29 janvier 2010, écrivait: «Les tech-

Où que mon frère de Paris soit, il est à un clic de son médecin de famille, qui dispose de son dossier médical électronique.



lant la croissance des coûts. Cela s'appelle améliorer la productivité. Cette pratique n'est pas encore généralisée en France, mais c'est la tendance, tout à fait en ligne avec l'article paru dans *La Presse* du 9 avril dernier intitulé «La télémédecine a la cote en Suisse». Nos médecins, comme la majorité d'entre nous, utilisent l'internet pour faire leurs transactions bancaires, payer des factures, faire des achats. La plupart des professionnels (comptables, avocats, agents immobiliers...) ont su étendre

nologies de l'information et des communications ont bouleversé nos sociétés. Cette grande révolution a transformé notre mode de vie.» Au ministère de la Santé, «ce qui constitue une priorité pour une majorité de la population, le temps s'est arrêté quelque part dans les années 70». C'est un exemple de plus. Notre système de santé fait face à de nombreux défis, apprendre à faire mieux et à moindre coût est un impératif, mais comme son ministre, le ministre Bolduc est en retard d'une révolution.

À BIEN Y PENSER

Jean Charest presse Ottawa de donner des signes clairs de son intention de remplacer le pont Champlain. Suggestion à M. Charest : parlez à Stephen Harper en des termes qu’il comprendra. Lui dire que le fleuve Saint-Laurent est la porte d’entrée historique de l’Union Jack vers un Canada fort, bilingue et uni. Que, pour traverser ce fleuve, le pont Champlain sert de voie royale pour réunir les rives nord et sud, de Brossard à l’Île-des-Sœurs Margaret et Élisabeth. — Luc Panneton, Ville Saint-Laurent

FORUM

Éoliennes
Redéfinir
le paysage



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Cet été, en vacances au Portugal, j’ai parcouru la région du Douro. Les paysages sont fabuleux. Les montagnes escarpées qui se jettent dans le fleuve et ses affluents, les vallées, la culture de la vigne en terrasses. Ce n’est pas pour rien que l’UNESCO a classé une partie de ce territoire, la région viticole du Haut Douro, comme site du patrimoine mondial pour son paysage culturel. Un paysage marqué par la culture de la vigne et la production de vin depuis les Romains, et surtout connu pour la production du porto.

Il suffit de convenir, collectivement, que les grandes éoliennes blanches sont élégantes et que leur présence ne compromet pas la beauté d’un lieu naturel.

Mais ce qui peut étonner un voyageur québécois, ce sont les éoliennes qui ont envahi le territoire. Il y en a partout, des dizaines, des centaines, qui se découpent au loin sur les cimes des montagnes. Les Portugais, ainsi que les touristes qui parcourent leur pays, ne semblent pas voir d’incompatibilité entre cette intrusion technologique contemporaine et le caractère patrimonial du paysage. Comment des pays comme le Portugal, l’Allemagne ou le Danemark – où les éoliennes en mer courent la ligne d’horizon – y parviennent-ils? La réponse à cette question peut être utile au Québec, où le vent d’opposition assez vif au déploiement d’un réseau d’éoliennes repose en partie sur des arguments liés au paysage, des structures décrites comme une injure à la nature dont la prolifération pourrait nuire au tourisme.

Cette réponse est double. Le premier argument, c’est la nécessité. Un choix pratique. On développe les éoliennes parce qu’on a besoin d’une source d’énergie propre et renouvelable. Moins un pays dispose d’options énergétiques, plus il choisira de recourir à l’énergie du vent. L’autre réponse, c’est que pour assurer l’acceptabilité des éoliennes, il faut faire un choix esthétique. Il suffit de convenir, collectivement, que les grandes éoliennes blanches sont élégantes et que leur présence ne compromet pas la beauté d’un lieu naturel. De définir une nouvelle esthétique du paysage.

Ce n’est pas une vue de l’esprit. On peut fort bien trouver que ces grandes ailes blanches qui tournent langoureusement au loin sur la cime d’une montagne sont belles. On doit aussi se rappeler que les humains n’ont jamais cessé de modifier leurs canons esthétiques, de redéfinir ce qui est beau dans la nature, ou de choisir d’ignorer ce qui est laid.

Un bel exemple, ce sont les routes. La nature que l’on veut intacte n’est, dans la quasi-totalité des cas, accessible que par une route. Il y a des exceptions – on peut s’enfoncer dans les Chic-Chocs, aller dans le nord en hydravion, descendre la Broadback en canot – mais presque toujours, par définition, ça prendra une route. Pour pouvoir apprécier la nature, on a accepté implicitement qu’il fallait lui imposer la blessure significative que représente un axe routier.

Un autre exemple, plus parlant, c’est le fait que les principales destinations touristiques du Québec, en dehors de ses grands centres urbains, les lieux dont on vante la beauté, ceux qui attirent le plus de monde, ce ne sont pas nos régions sauvages intactes, mais plutôt celles qui ont le plus été transformées par l’homme: les Cantons-de-l’Est, Charlevoix, le Bas-du-Fleuve, la vallée du Saint-Laurent.

Ce qu’on trouve beau, ce sont ces vallées défrichées depuis des siècles, les villages, les églises, les fermes, les silos, les champs, les forêts au loin. C’est l’équilibre entre la nature pure et la transformation du territoire.

Il y a bien sûr de bonnes raisons pour expliquer l’opposition aux éoliennes – la transparence des promoteurs, le niveau de compensation, les effets négatifs de la proximité. Car une éolienne, ce n’est beau que de loin. Mais l’argument de l’esthétique et des menaces au tourisme est fragile.

Un mépris des régions

Ma cousine se fait refuser un contrat d’enseignante sur le Plateau à cause... de son accent du Lac-Saint-Jean !

MARIE-ÈVE GAGNÉ



L’auteure est avocate à Montréal.

Pendant un instant, lorsque ma cousine me racontait sa discussion avec son ancienne patronne, la directrice d’une école primaire privée du Plateau Mont-Royal, j’ai cru que nous avions fait un retour dans le Québec des années d’avant la Seconde Guerre mondiale. Les années où non seulement les bourgeois de la haute-ville de Québec regardaient les ouvriers du quartier Saint-Roch avec dédain, mais considéraient les « habitants » de la campagne de Charlevoix comme une sous-race.

Ma cousine, originaire du Lac-Saint-Jean, tout comme moi, demeure dans la région de Montréal. Nous y résidons parce que la vie professionnelle nous y a menées certes, mais aussi un peu parce que cette belle ville, riche de sa culture et de ses habitants, issus de toutes origines, a beaucoup à nous offrir.

Ma cousine, enseignante au primaire, formée à l’Université du Québec à Chicoutimi, est une personne intègre, généreuse, patiente. Une femme qui adore les enfants et qui a choisi l’enseignement par vocation. Comme la plupart des enseignants en début de carrière, elle a butiné d’un contrat à l’autre. L’an passé, elle a été retenue pour enseigner en troisième année dans une école primaire privée

du Plateau Mont-Royal. Elle y a passé une entrevue et la directrice lui a offert un contrat. Toute l’année, la directrice a souligné ses compétences. Elle lui a même dit qu’elle avait fait des miracles avec sa classe! Selon les dires de la directrice, un contrat permanent l’attendait dès la prochaine année scolaire.

Ce n’est pas comme cela que les choses se sont produites. Sans donner davantage d’explications, la directrice a annoncé à ma cousine qu’elle n’aurait pas de contrat. Étonnée de ce changement de cap inattendu, ma cousine a cherché à comprendre et a talonné la directrice jusqu’à ce que celle-ci lui mentionne que son accent du Lac-Saint-Jean ne lui plaisait pas, ainsi qu’à certains parents. « Vous ne venez pas d’ici et vous ne parlez pas comme les gens d’ici. Vous devriez favoriser l’enseignement rural. » Et lorsque ma cousine lui a demandé: « Mais quelle est donc la différence madame la directrice entre l’enseignement urbain et l’enseignement rural ? », elle n’a pu trouver d’explications.

Madame la directrice, il n’y a plus d’écoles de rang dans nos régions depuis belle lurette. Le ministère de l’Éducation a un programme scolaire qui s’applique même au Lac-Saint-Jean. Nos enfants sont capables de faire la distinction entre le français oral et le français écrit! Même à 8 ans, ils comprennent qu’on n’écrit pas « à cause que le ciel est bleu? » dans une composition écrite.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Comment est-ce possible qu’une enseignante originaire du Lac-Saint-Jean ne puisse s’exprimer oralement avec les couleurs qui lui sont propres alors qu’elle doit enseigner à des enfants aux divers accents?

La société-viaduc

Nous attendons que notre système d’éducation nous tombe sur la tête pour trouver des coupables

MARTIN DUBÉ



L’auteur enseigne le français au secondaire depuis 14 ans.

En Montérégie, des parents seront remboursés par leur commission scolaire après avoir payé des fournitures scolaires qui auraient dû être gratuites. C’est leur droit. C’est même la loi. Celle sur l’instruction publique. Je ne veux pas partir en croisade contre les lois qui régissent notre société. Mais permettez-moi de mettre en perspective certaines réalités qui m’accrochent.

Enseigner, c’est plus qu’un métier, c’est une passion, un mode de vie, un véritable don de soi. Souvent, on me demande si je trouve ma tâche lourde, si les jeunes d’aujourd’hui sont désœuvrés, mal élevés. À mon humble avis, à peine. Ou plutôt, là n’est pas le véritable problème.

Mon grand découragement, ce ne sont pas les jeunes qui me le font vivre, mais la société. Ma société. Je sais, quand on parle de cette manière, on veut trop en mener large, on montre du doigt tout le monde et personne à la fois. Pourtant, j’insiste: c’est l’importance, le statut qu’occupe l’éducation dans la société québécoise qui fait défaut.

Et je ne veux pas jouer celui qui se défile en disant que ce n’est pas à l’école de jouer le rôle des parents. Personne ne devrait jouer le rôle de l’autre. Chacun devrait prendre ses responsabilités, assumer qu’il fait partie d’une société, pas seulement d’un réseau social virtuel. Je souhaite un réveil collectif, un grand questionnement de nos valeurs éducatives. Faire de l’éducation une priorité. La priorité.

En tant qu’enseignant, parent et citoyen, je constate, tous les jours, que nous sommes bien loin d’une telle réalité.

Les jeunes ne vont pas au bout d’eux-mêmes parce que ce sont nous, les adultes, qui nivelons par le bas. Pas eux.

Même que nous nous en éloignons un peu plus chaque jour. Nous vivons dans une société du court terme. Aucune vision à long terme de ce que sera la prochaine génération. Comme s’il y avait un abandon, un laisser-aller qui sous-entend que les jeunes « s’arrangeront bien, comme on l’a fait ».

Nous sommes une société-viaduc, en attente que le ciel nous tombe sur la tête. Et là, on s’évertuera à trouver des

Je savais qu’il existait une bonne proportion de petits prétentieux sur le Plateau Mont-Royal. Ces gens qui se targuent d’avoir l’esprit ouvert, mais qui ne sortent jamais de leur petit cocon urbain, de leur petite suffisance du Plateau pour aller voir ce qui se passe ailleurs. Toutefois, jamais je n’aurais cru que cela pouvait se traduire par un aussi grand mépris des régions et des accents qui en sont issus.

Comment est-ce possible que ma cousine, qui par ailleurs avait son accent du Lac-Saint-Jean lors de son entrevue l’an dernier, ne puisse s’exprimer oralement

Est-ce là que toute cette réflexion sociétale sur les accommodements raisonnables nous a menés?

avec les couleurs qui lui sont propres alors qu’elle doit enseigner à des enfants aux divers accents? Madame la directrice, auriez-vous eu le courage de tenir les mêmes propos à un enseignant d’origine haïtienne ou libanaise?

Est-ce là que toute cette réflexion sociétale sur les accommodements raisonnables nous a menés? À des classes d’élèves de toutes origines, aux accents multiples, aux coutumes diverses, ne pouvant recevoir l’enseignement par une femme originaire du Lac-Saint-Jean, parce qu’elle ne parle pas comme « les gens d’ici »?

coupables: la réforme, les profs, la langue française, les parents, le réchauffement climatique, alouette. Je trouve regrettable que nous tendions plus à l’avoir qu’à l’être. L’économie mène le monde, dit-on, mais pourquoi jeter tout le reste par-dessus bord? Ne peut-on pas conjuguer plusieurs réalités de front et non pas toujours chercher à les écraser les unes sur les autres?

Dans le budget gouvernemental comme dans le budget familial, tout ce qui touche l’éducation de nos jeunes devrait arriver en tête de liste. Avant la télé ACL, le voyage dans le Sud, la voiture de l’année. Nos enfants ont besoin de manuels, de romans, de livres? Achetons-les. Offrons-leur les outils. Simple question de gros bons sens. Certaines familles ont de la difficulté à joindre les deux bouts? C’est là que le gouvernement devrait entrer en jeu et permettre aux parents moins nantis d’offrir à leurs enfants ce dont ils ont besoin. C’est clair qu’il faudra sacrifier de petits luxes, des acquis, mais, à long terme, nos petits-enfants nous remercieront.

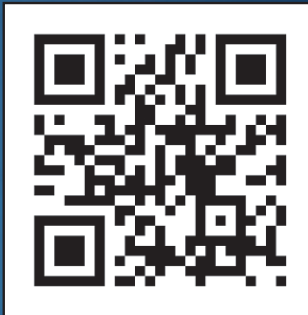
Ces jeunes qui, trop souvent, sont traités d’incultes, ont soif de se dépasser. Mais avez-vous pensé au fait que la culture qu’ils consomment, ce sont les adultes qui la créent? Arrêtons de viser les cibles faciles que sont les jeunes et questionnons-nous sur ce que nous leur offrons, leur léguons. Ils ne vont pas au bout d’eux-mêmes parce que c’est nous-mêmes qui nivelons par le bas. Pas eux. Nous fabriquons cette culture du prémâché. Ils ne font que picorer dans notre bouche.

Selon la loi sur l’instruction publique, les parents ont le droit de réclamer l’argent qui a servi à payer des fournitures. Le droit. Toujours le droit. À quand une société du devoir?

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca	ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 cyberpresse.ca/abonnement	PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 petitesannonces@lapresse.ca	DÉCÈS 514.285.6816 deces@lapresse.ca	CARRIÈRES 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca	PUBLICITÉ 514.285.6931
--	--	--	---	---	------------------------

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, liée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.



METTEZ LES MEILLEURS
À L'ÉPREUVE!

LE MÉGA-SOLDE ANNUEL MAZDA

SUR TOUS NOS MODÈLES 2011

✓ **MEILLEURE CONDUITE**

Nous créons des voitures pour ceux qui croient que la conduite est un art.

✓ **MEILLEURE SÉLECTION**

Choisissez parmi notre gamme de véhicules Mazda 2011 primés.

✓ **MEILLEUR TEMPS POUR ACHETER**

Ça ne durera pas éternellement. Procurez-vous une Mazda avant qu'elles s'envolent.

✓ **MEILLEURES OFFRES**

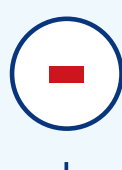
Profitez de nos offres à l'achat comptant les plus intéressantes à ce jour.



MAZDA3 2011

Achetez à partir de

17 790\$



RABAIS MÉGA-SOLDE

3 045\$

PRIX MÉGA-SOLDE

14 745\$

Inclut le bonus de 500\$ à la signature. Financement à taux régulier.

CETTE OFFRE SE TERMINE LE 31 AOÛT.

Rendez-vous chez votre concessionnaire ou consultez le mazda.ca pour tous les détails.

*Le prix de 14 745\$ annoncé pour la Mazda3 GX 2011 (D4XS51AA00) inclut les frais de transport et de préparation (1 495\$), le bonus à la signature de 500\$ et un rabais à l'achat comptant de 2 545\$. L'ajustement du prix de vente à l'achat est déduit du prix négocié avant les taxes; il ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. Cette offre est valide jusqu'au 31 août 2011, selon la disponibilité des stocks. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Il peut devoir effectuer un échange sur certains véhicules. Taxes, assurances, frais d'inscription au RDPRM, immatriculation et tous les frais et taxes au profit de l'environnement en sus. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le mazda.ca ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

**ET VOUS,
À QUOI CARBUREZ-VOUS?**

VROUM-VROUM